

34 (2003) Nr. 1

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 2003 Nr. 153

A. TITEL

*Protocol betreffende registratiesystemen inzake de emissie en
verplaatsing van verontreinigende stoffen, met Bijlagen;
Kiev, 21 mei 2003*

B. TEKST¹⁾

Protocol on Pollutant Release and Transfer Registers

The Parties to this Protocol,

Recalling article 5, paragraph 9, and article 10, paragraph 2, of the 1998 Convention on Access to Information, Public Participation in Decision-making and Access to Justice in Environmental Matters (the Aarhus Convention),

Recognizing that pollutant release and transfer registers provide an important mechanism to increase corporate accountability, reduce pollution and promote sustainable development, as stated in the Lucca Declaration adopted at the first meeting of the Parties to the Aarhus Convention,

Having regard to principle 10 of the 1992 Rio Declaration on Environment and Development,

Having regard also to the principles and commitments agreed to at the 1992 United Nations Conference on Environment and Development, in particular the provisions in chapter 19 of Agenda 21,

Taking note of the Programme for the Further Implementation of Agenda 21, adopted by the General Assembly of the United Nations at its nineteenth special session, 1997, in which it called for, inter alia, enhanced national capacities and capabilities for information collection, processing and dissemination, to facilitate public access to information on global environmental issues through appropriate means,

Having regard to the Plan of Implementation of the 2002 World Summit on Sustainable Development, which encourages the development of coherent, integrated information on chemicals, such as through national pollutant release and transfer registers,

Taking into account the work of the Intergovernmental Forum on Chemical Safety, in particular the 2000 Bahia Declaration on Chemical Safety, the Priorities for Action Beyond 2000 and the Pollutant Release and Transfer Register/Emission Inventory Action Plan,

Taking into account also the activities undertaken within the framework of the Inter-Organization Programme for the Sound Management of Chemicals,

Taking into account furthermore the work of the Organisation for Economic Co-operation and Development, in particular its Council Recom-

¹⁾ De Russische tekst is niet afgedrukt.

Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants

Les Parties au présent Protocole,

Rappelant le paragraphe 9 de l'article 5 et le paragraphe 2 de l'article 10 de la Convention de 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus),

Reconnaissant que les registres des rejets et transferts de polluants constituent un important outil de responsabilisation des entreprises, de lutte contre la pollution et de promotion du développement durable, comme il est indiqué dans la Déclaration de Lucques adoptée à la première Réunion des Parties à la Convention d'Aarhus,

Prenant en considération le principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement (1992),

Prenant également en considération les principes arrêtés et les engagements contractés à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est tenue en 1992, en particulier les dispositions du chapitre 19 du Programme Action 21,

Prenant note du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 que l'Assemblée générale a adopté à sa dix-neuvième session extraordinaire en 1997 et dans lequel elle a appelé, entre autres, à un renforcement des capacités et moyens nationaux de collecte, de traitement et de diffusion de l'information afin de rendre plus facilement accessible au public l'information sur les problèmes environnementaux mondiaux, en employant des moyens appropriés,

Prenant en considération le Plan d'application adopté lors du Sommet mondial pour le développement durable tenu en 2002, qui incite à élaborer des informations cohérentes et intégrées sur les produits chimiques, notamment au moyen des registres nationaux des émissions et transferts de polluants,

Tenant compte des travaux du Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique, en particulier de la Déclaration de Bahia sur la sécurité chimique (2000), des Priorités d'action après 2000 et du Plan d'action sur les registres des rejets et transferts de polluants/inventaires des émissions,

Tenant compte également des activités entreprises dans le cadre du Programme interorganisations pour la gestion rationnelle des produits chimiques,

Tenant compte en outre des travaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en particulier de la recom-

mentation on Implementing Pollutant Release and Transfer Registers, in which the Council calls upon member countries to establish and make publicly available national pollutant release and transfer registers,

Wishing to provide a mechanism contributing to the ability of every person of present and future generations to live in an environment adequate to his or her health and well-being, by ensuring the development of publicly accessible environmental information systems,

Wishing also to ensure that the development of such systems takes into account principles contributing to sustainable development such as the precautionary approach set forth in principle 15 of the 1992 Rio Declaration on Environment and Development,

Recognizing the link between adequate environmental information systems and the exercise of the rights contained in the Aarhus Convention,

Noting the need for cooperation with other international initiatives concerning pollutants and waste, including the 2001 Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants and the 1989 Basel Convention on the Control of Transboundary Movements of Hazardous Wastes and their Disposal,

Recognizing that the objectives of an integrated approach to minimizing pollution and the amount of waste resulting from the operation of industrial installations and other sources are to achieve a high level of protection for the environment as a whole, to move towards sustainable and environmentally sound development and to protect the health of present and future generations,

Convinced of the value of pollutant release and transfer registers as a cost-effective tool for encouraging improvements in environmental performance, for providing public access to information on pollutants released into and transferred in and through communities, and for use by Governments in tracking trends, demonstrating progress in pollution reduction, monitoring compliance with certain international agreements, setting priorities and evaluating progress achieved through environmental policies and programmes,

Believing that pollutant release and transfer registers can bring tangible benefits to industry through the improved management of pollutants,

Noting the opportunities for using data from pollutant release and transfer registers, combined with health, environmental, demographic,

mandation du Conseil de l'OCDE sur la mise en œuvre des registres des rejets et transferts de polluants, dans laquelle les pays membres sont invités à établir et mettre à la disposition du public des registres nationaux des rejets et transferts de polluants,

Désirant instituer un mécanisme de nature à faciliter l'exercice du droit de chacun, dans les générations actuelles et futures, de vivre dans un environnement propice à sa santé et à son bien-être, en assurant la mise en place de systèmes d'information sur l'environnement accessibles au public,

Désirant également que l'élaboration de ces systèmes se fasse dans le respect des principes favorisant un développement durable comme la démarche de précaution consacrée dans le principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement (1992),

Reconnaissant que l'exercice des droits énoncés dans la Convention d'Aarhus est lié à la mise en place de systèmes d'information sur l'environnement adéquats,

Notant qu'il est nécessaire de coopérer avec d'autres initiatives internationales concernant les polluants et les déchets, en particulier la Convention de Stockholm de 2001 sur les polluants organiques persistants et la Convention de Bâle de 1989 sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination,

Reconnaissant qu'une approche intégrée pour réduire au minimum la pollution et la quantité de déchets résultant du fonctionnement des installations industrielles et provenant d'autres sources a pour but d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement dans son ensemble, de promouvoir un développement durable et respectueux de l'environnement et de protéger la santé des générations actuelles et des générations futures,

Convaincues de l'intérêt des registres des rejets et transferts de polluants dans lesquels elles voient un outil d'un bon rapport coût-efficacité, qui permet de promouvoir une meilleure performance environnementale et de mettre à la disposition du public des informations sur les polluants rejetés, transférés ou en transit dans les communautés humaines, et grâce auquel les pouvoirs publics peuvent suivre les tendances, mettre en évidence les progrès réalisés dans la lutte contre la pollution, contrôler le respect de certains accords internationaux et fixer les priorités et évaluer les progrès accomplis dans le cadre des politiques et programmes relatifs à l'environnement,

Estimant que l'établissement de registres des rejets et transferts de polluants peut être réellement bénéfique pour l'industrie en rendant possible une meilleure gestion des polluants,

Notant que les données consignées dans les registres des rejets et transferts de polluants permettent, une fois combinées avec les données

economic or other types of relevant information, for the purpose of gaining a better understanding of potential problems, identifying 'hot spots', taking preventive and mitigating measures, and setting environmental management priorities,

Recognizing the importance of protecting the privacy of identified or identifiable natural persons in the processing of information reported to pollutant release and transfer registers in accordance with applicable international standards relating to data protection,

Recognizing also the importance of developing internationally compatible national pollutant release and transfer register systems to increase the comparability of data,

Noting that many member States of the United Nations Economic Commission for Europe, the European Community and the Parties to the North American Free Trade Agreement are acting to collect data on pollutant releases and transfers from various sources and to make these data publicly accessible, and recognizing especially in this area the long and valuable experience in certain countries,

Taking into account the different approaches in existing emission registers and the need to avoid duplication, and recognizing therefore that a certain degree of flexibility is needed,

Urging the progressive development of national pollutant release and transfer registers,

Urging also the establishment of links between national pollutant release and transfer registers and information systems on other releases of public concern,

Have agreed as follows:

Article 1

Objective

The objective of this Protocol is to enhance public access to information through the establishment of coherent, integrated, nationwide pollutant release and transfer registers (PRTRs) in accordance with the provisions of this Protocol, which could facilitate public participation in environmental decision-making as well as contribute to the prevention and reduction of pollution of the environment.

sanitaires, environnementales, démographiques et économiques ou avec d'autres types d'informations pertinentes, de mieux comprendre les problèmes qui peuvent se poser, de repérer les «points noirs», de prendre des mesures de prévention et d'atténuation et de fixer les priorités en matière de gestion de l'environnement,

Reconnaissant qu'il est important de protéger la vie privée des personnes physiques identifiées ou identifiables lors du traitement des informations communiquées aux registres des rejets et transferts de polluants, conformément aux normes internationales applicables qui concernent la protection des données,

Reconnaissant également qu'il importe d'élaborer des systèmes de registres nationaux des rejets et transferts de polluants compatibles au niveau international afin d'accroître la comparabilité des données,

Notant que de nombreux États membres de la CEE, la Communauté européenne et les Parties à l'Accord de libre-échange nord-américain s'emploient actuellement à recueillir des données concernant les rejets et transferts de polluants de sources diverses et à mettre celles-ci à la disposition du public, et tenant compte tout particulièrement de la longue et précieuse expérience acquise par certains pays dans ce domaine,

Prenant en considération les diverses approches retenues pour les registres des émissions existants et la nécessité d'éviter les doubles emplois, et reconnaissant que, de ce fait, une certaine souplesse est nécessaire,

Demandant instamment que des registres nationaux des rejets et transferts de polluants soient élaborés progressivement,

Demandant instamment aussi que des liens soient établis entre les registres nationaux des rejets et transferts de polluants et les systèmes d'information sur d'autres rejets d'intérêt public,

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier

Objet

L'objet du présent Protocole est de promouvoir l'accès du public à l'information par l'établissement de registres cohérents et intégrés des rejets et transferts de polluants (RRTP) à l'échelle nationale conformément aux dispositions du présent Protocole, qui puisse faciliter la participation du public au processus décisionnel en matière d'environnement et contribuer à la prévention et à la réduction de la pollution de l'environnement.

Article 2

Definitions

For the purposes of this Protocol,

1. “Party” means, unless the text indicates otherwise, a State or a regional economic integration organization referred to in article 24 which has consented to be bound by this Protocol and for which the Protocol is in force;

2. “Convention” means the Convention on Access to Information, Public Participation in Decision-making and Access to Justice in Environmental Matters, done at Aarhus, Denmark, on 25 June 1998;

3. “The public” means one or more natural or legal persons, and, in accordance with national legislation or practice, their associations, organizations or groups;

4. “Facility” means one or more installations on the same site, or on adjoining sites, that are owned or operated by the same natural or legal person;

5. “Competent authority” means the national authority or authorities, or any other competent body or bodies, designated by a Party to manage a national pollutant release and transfer register system;

6. “Pollutant” means a substance or a group of substances that may be harmful to the environment or to human health on account of its properties and of its introduction into the environment;

7. “Release” means any introduction of pollutants into the environment as a result of any human activity, whether deliberate or accidental, routine or nonroutine, including spilling, emitting, discharging, injecting, disposing or dumping, or through sewer systems without final wastewater treatment;

8. “Off-site transfer” means the movement beyond the boundaries of the facility of either pollutants or waste destined for disposal or recovery and of pollutants in waste water destined for waste-water treatment;

9. “Diffuse sources” means the many smaller or scattered sources from which pollutants may be released to land, air or water, whose combined impact on those media may be significant and for which it is impractical to collect reports from each individual source;

Article 2

Définitions

Aux fins du présent Protocole,

1. Le terme «Partie» désigne, sauf indication contraire, un État ou une organisation d'intégration économique régionale visé à l'article 24 qui a accepté d'être lié par le présent Protocole et pour lequel le Protocole est en vigueur;

2. Le terme «Convention» désigne la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement signée à Aarhus (Danemark) le 25 juin 1998;

3. Le terme «public» désigne une ou plusieurs personnes physiques ou morales et, conformément à la législation ou à la pratique nationale, les associations, organisations ou groupes constitués par ces personnes;

4. Le terme «établissement» désigne une ou plusieurs installations érigées sur le même site ou sur des sites attenants qui sont détenues ou exploitées par la même personne physique ou morale;

5. L'expression «autorité compétente» désigne l'autorité ou les autorités nationales, ou tout (tous) autre(s) organisme(s) compétent(s) auxquels une Partie a confié la responsabilité de la gestion d'un système de registre national des rejets et transferts de polluants;

6. Le terme «polluant» désigne une substance ou un groupe de substances qui peut être dangereuse pour l'environnement ou la santé de l'homme en raison de ses propriétés et de son introduction dans l'environnement;

7. Le terme «rejet» désigne toute introduction de polluants dans l'environnement résultant d'une activité humaine, qu'elle soit délibérée ou accidentelle et qu'elle ait un caractère régulier ou non, notamment tout déversement, émission, écoulement, injection, évacuation ou mise en décharge, ou par le biais des réseaux d'égout sans traitement final des eaux usées;

8. L'expression «transfert hors du site» désigne l'enlèvement hors des limites de l'établissement soit de polluants, soit de déchets, à des fins d'élimination ou de valorisation et des polluants présents dans les eaux usées destinées à être traitées;

9. L'expression «sources diffuses» désigne les multiples sources de petite taille ou disséminées à partir desquelles peuvent être rejetés dans le sol, dans l'air ou dans l'eau des polluants dont l'effet combiné sur ces milieux peut être important, et pour lesquelles il est matériellement difficile d'obtenir notification par chaque source individuelle;

10. The terms “national” and “nationwide” shall, with respect to the obligations under the Protocol on Parties that are regional economic integration organizations, be construed as applying to the region in question unless otherwise indicated;

11. “Waste” means substances or objects which are:
a) Disposed of or recovered;
b) Intended to be disposed of or recovered; or
c) Required by the provisions of national law to be disposed of or recovered;

12. “Hazardous waste” means waste that is defined as hazardous by the provisions of national law;

13. “Other waste” means waste that is not hazardous waste;

14. “Waste water” means used water containing substances or objects that is subject to regulation by national law.

Article 3

General provisions

1. Each Party shall take the necessary legislative, regulatory and other measures, and appropriate enforcement measures, to implement the provisions of this Protocol.

2. The provisions of this Protocol shall not affect the right of a Party to maintain or introduce a more extensive or more publicly accessible pollutant release and transfer register than required by this Protocol.

3. Each Party shall take the necessary measures to require that employees of a facility and members of the public who report a violation by a facility of national laws implementing this Protocol to public authorities are not penalized, persecuted or harassed by that facility or public authorities for their actions in reporting the violation.

4. In the implementation of this Protocol, each Party shall be guided by the precautionary approach as set forth in principle 15 of the 1992 Rio Declaration on Environment and Development.

5. To reduce duplicative reporting, pollutant release and transfer register systems may be integrated to the degree practicable with existing information sources such as reporting mechanisms under licences or operating permits.

6. Parties shall strive to achieve convergence among national pollutant release and transfer registers.

10. Le terme «national», lorsqu'il est question des obligations que le présent Protocole impose aux organisations d'intégration économique régionale est interprété, sauf indication contraire, comme s'appliquant à la région considérée;

11. Le terme «déchets» désigne les substances ou objets qui sont:

- a) Éliminés ou récupérés;
- b) Destinés à l'élimination ou à la récupération; ou
- c) Qu'on est tenu d'éliminer ou de récupérer en vertu des dispositions du droit national;

12. L'expression «déchets dangereux» désigne les déchets définis comme dangereux par les dispositions du droit national;

13. L'expression «autres déchets» désigne les déchets qui ne sont pas des déchets dangereux;

14. L'expression «eaux usées» désigne les eaux contenant des substances ou objets, qui sont soumises à une réglementation en droit national.

Article 3

Dispositions générales

1. Chaque Partie prend les dispositions législatives, réglementaires et autres nécessaires ainsi que des mesures d'exécution appropriées aux fins de l'application des dispositions du présent Protocole.

2. Les dispositions du présent Protocole ne portent pas atteinte au droit des Parties de tenir ou de mettre en place un registre des rejets et transferts de polluants plus étendu ou plus accessible au public que celui prévu par le présent Protocole.

3. Chaque Partie prend les mesures nécessaires pour que, si des employés d'un établissement ou des membres du public signalent aux autorités publiques une violation par un établissement de la législation nationale de mise en œuvre du présent Protocole, cet établissement et les autorités publiques soient tenus de ne pas les pénaliser, les persécuter ou les harceler pour avoir agi ainsi.

4. Aux fins de l'application du présent Protocole, chaque Partie suit la démarche de précaution consacrée par le principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement (1992).

5. Afin d'éviter que les mêmes données soient communiquées plusieurs fois, les systèmes de registres des rejets et transferts de polluants peuvent être intégrés autant que possible aux sources d'information existantes, comme les mécanismes de notification mis en place au titre des régimes d'autorisation ou des permis d'exploitation.

6. Les Parties s'emploient à assurer la convergence de leurs registres nationaux des rejets et transferts de polluants.

Article 4

Core elements of a pollutant release and transfer register system

In accordance with this Protocol, each Party shall establish and maintain a publicly accessible national pollutant release and transfer register that:

- a) Is facility-specific with respect to reporting on point sources;
- b) Accommodates reporting on diffuse sources;
- c) Is pollutant-specific or waste-specific, as appropriate;
- d) Is multimedia, distinguishing among releases to air, land and water;
- e) Includes information on transfers;
- f) Is based on mandatory reporting on a periodic basis;
- g) Includes standardized and timely data, a limited number of standardized reporting thresholds and limited provisions, if any, for confidentiality;
- h) Is coherent and designed to be user-friendly and publicly accessible, including in electronic form;
- i) Allows for public participation in its development and modification; and
- j) Is a structured, computerized database or several linked databases maintained by the competent authority.

Article 5

Design and structure

1. Each Party shall ensure that the data held on the register referred to in article 4 are presented in both aggregated and non-aggregated forms, so that releases and transfers can be searched and identified according to:

- a) Facility and its geographical location;
- b) Activity;
- c) Owner or operator, and, as appropriate, company;
- d) Pollutant or waste, as appropriate;
- e) Each of the environmental media into which the pollutant is released; and
- f) As specified in article 7, paragraph 5, the destination of the transfer and, where appropriate, the disposal or recovery operation for waste.

2. Each Party shall also ensure that the data can be searched and identified according to those diffuse sources which have been included in the register.

Article 4

Éléments essentiels d'un système de registres des rejets et transferts de polluants

Conformément au présent Protocole, chaque Partie établit et tient un registre national des rejets et transferts de polluants accessible au public:

- a) Dans lequel les données sont fournies par établissement en ce qui concerne les sources ponctuelles;
- b) Qui peut recevoir des données sur les sources diffuses;
- c) Dans lequel les données sont fournies par polluant ou déchet, selon le cas;
- d) Qui tient compte des différents milieux récepteurs en établissant une distinction entre les rejets dans l'air, dans le sol et dans l'eau;
- e) Qui renseigne sur les transferts;
- f) Qui repose sur un système de notification périodique obligatoire;
- g) Qui comprend des données normalisées et à jour, fixe un nombre restreint de seuils de notification normalisés et ne prévoit, s'il y a lieu, qu'une confidentialité limitée des données;
- h) Qui est cohérent et est conçu de manière à être convivial et accessible au public, y compris sous forme électronique;
- i) Qui habilite le public à participer à sa mise en place et à sa modification; et
- j) Qui se compose d'une base de données ou de plusieurs bases de données reliées entre elles, structurées et informatisées et tenues par l'autorité compétente.

Article 5

Conception et structure

1. Chaque Partie veille à ce que les données consignées dans le registre visé à l'article 4 soient présentées à la fois sous forme agrégée et sous forme détaillée afin que les données sur les rejets et les transferts puissent être recherchées et localisées par:

- a) Établissement et lieu géographique;
- b) Activité;
- c) Propriétaire ou exploitant et, selon le cas, société;
- d) Polluant ou déchet, selon le cas;
- e) Milieu de l'environnement dans lequel le polluant est rejeté;

f) Ainsi qu'il est précisé au paragraphe 5 de l'article 7, destination du transfert et, s'il y a lieu, opération d'élimination ou de récupération appliquée aux déchets.

2. Chaque Partie veille également à ce que les données puissent être recherchées et localisées en fonction des sources diffuses qui ont été incorporées dans le registre.

3. Each Party shall design its register taking into account the possibility of its future expansion and ensuring that the reporting data from at least the ten previous reporting years are publicly accessible.

4. The register shall be designed for maximum ease of public access through electronic means, such as the Internet. The design shall allow that, under normal operating conditions, the information on the register is continuously and immediately available through electronic means.

5. Each Party should provide links in its register to its relevant existing, publicly accessible databases on subject matters related to environmental protection.

6. Each Party shall provide links in its register to the pollutant release and transfer registers of other Parties to the Protocol and, where feasible, to those of other countries.

Article 6

Scope of the register

1. Each Party shall ensure that its register includes the information on:

- a) Releases of pollutants required to be reported under article 7, paragraph 2;
- b) Off-site transfers required to be reported under article 7, paragraph 2; and
- c) Releases of pollutants from diffuse sources required under article 7, paragraph 4.

2. Having assessed the experience gained from the development of national pollutant release and transfer registers and the implementation of this Protocol, and taking into account relevant international processes, the Meeting of the Parties shall review the reporting requirements under this Protocol and shall consider the following issues in its further development:

- a) Revision of the activities specified in annex I;
- b) Revision of the pollutants specified in annex II;
- c) Revision of the thresholds in annexes I and II; and
- d) Inclusion of other relevant aspects such as information on onsite transfers, storage, the specification of reporting requirements for diffuse sources or the development of criteria for including pollutants under this Protocol.

3. Chaque Partie conçoit son registre en tenant compte de la possibilité qu'il soit élargi à l'avenir et en veillant à ce que les données à communiquer pour les 10 années de notification antérieures au minimum soient accessibles au public.

4. Le registre est conçu de façon à en faciliter au maximum l'accès au public par des moyens électroniques tels que l'Internet. La conception du registre permet également, dans des conditions normales d'exploitation, de consulter constamment et immédiatement par des moyens électroniques l'information qui y est consignée.

5. Chaque Partie devrait intégrer dans son registre des liens vers ses bases de données pertinentes, existantes et accessibles au public, concernant des questions liées à la protection de l'environnement.

6. Chaque Partie intègre dans son registre des liens avec les registres des rejets et transferts de polluants des autres Parties au Protocole et, si possible, avec les registres des rejets et transferts de polluants d'autres pays.

Article 6

Portée du registre

1. Chaque Partie veille à ce que son registre contienne des données sur:

- a) Les rejets de polluants soumis à notification en vertu du paragraphe 2 de l'article 7;
- b) Les transferts hors du site soumis à notification en vertu du paragraphe 2 de l'article 7; et
- c) Les rejets de polluants de sources diffuses soumis à notification en vertu du paragraphe 4 de l'article 7.

2. Ayant évalué les données d'expérience acquises lors de l'élaboration de registres nationaux des rejets et transferts de polluants ainsi que dans le cadre de l'application du présent Protocole, et compte tenu des processus internationaux pertinents, la Réunion des Parties passe en revue les prescriptions en matière de notification en vertu du présent Protocole et examine les questions ci-après dans le cadre du développement du Protocole:

- a) Révision des activités indiquées à l'annexe I;
- b) Révision des polluants indiqués à l'annexe II;
- c) Révision des seuils indiqués aux annexes I et II; et
- d) Incorporation d'autres aspects pertinents tels que des informations sur les transferts sur le site, le stockage, la définition de prescriptions en matière de notification des sources diffuses ou l'établissement de critères d'inscription de polluants au titre du présent Protocole.

Article 7

Reporting requirements

1. Each Party shall either:
 - a) Require the owner or the operator of each individual facility within its jurisdiction that undertakes one or more of the activities specified in annex I above the applicable capacity threshold specified in annex I, column 1, and:
 - i) Releases any pollutant specified in annex II in quantities exceeding the applicable thresholds specified in annex II, column 1;
 - (ii) Transfers off-site any pollutant specified in annex II in quantities exceeding the applicable threshold specified in annex II, column 2, where the Party has opted for pollutant-specific reporting of transfers pursuant to paragraph 5 (d);
 - (Iii) Transfers off-site hazardous waste exceeding 2 tons per year or other waste exceeding 2,000 tons per year, where the Party has opted for waste-specific reporting of transfers pursuant to paragraph 5 (d); or
 - (iv) Transfers off-site any pollutant specified in annex II in waste water destined for waste-water treatment in quantities exceeding the applicable threshold specified in annex II, column 1b;

to undertake the obligation imposed on that owner or operator pursuant to paragraph 2; or

 - b) Require the owner or the operator of each individual facility within its jurisdiction that undertakes one or more of the activities specified in annex I at or above the employee threshold specified in annex I, column 2, and manufactures, processes or uses any pollutant specified in annex II in quantities exceeding the applicable threshold specified in annex II, column 3, to undertake the obligation imposed on that owner or operator pursuant to paragraph 2.
2. Each Party shall require the owner or operator of a facility referred to in paragraph 1 to submit the information specified in paragraphs 5 and 6, and in accordance with the requirements therein, with respect to those pollutants and wastes for which thresholds were exceeded.
3. In order to achieve the objective of this Protocol, a Party may decide with respect to a particular pollutant to apply either a release threshold or a manufacture, process or use threshold, provided that this increases the relevant information on releases or transfers available in its register.
4. Each Party shall ensure that its competent authority collects, or shall designate one or more public authorities or competent bodies to

Article 7

Prescriptions en matière de notification

1. Chaque Partie:

a) Fait obligation au propriétaire ou à l'exploitant des différents établissements relevant de sa juridiction où se déroulent une ou plusieurs des activités indiquées à l'annexe I au-dessus des seuils d'activité applicables qui sont précisés dans la colonne 1 de l'annexe I, et:

- i) Qui rejette tout polluant indiqué à l'annexe II dans des quantités supérieures aux seuils applicables fixés à l'annexe II, colonne 1;
- ii) Qui transfère hors du site tout polluant indiqué à l'annexe II dans des quantités supérieures au seuil applicable fixé à l'annexe II, colonne 2, dans le cas où la Partie concernée a opté pour la notification des transferts par polluant conformément à l'alinéa *d* du paragraphe 5;
- iii) Qui transfère hors du site plus de 2 tonnes par an de déchets dangereux ou plus de 2 000 tonnes par an d'autres déchets dans le cas où la Partie concernée a opté pour la notification des transferts par déchet conformément à l'alinéa *d* du paragraphe 5; ou
- iv) Qui transfère hors du site tout polluant indiqué à l'annexe II dans des eaux usées destinées à faire l'objet d'une épuration, dans des quantités supérieures au seuil applicable fixé à l'annexe II, colonne 1b;

de se conformer aux dispositions que ledit propriétaire ou exploitant est tenu de prendre conformément au paragraphe 2; ou

b) Fait obligation au propriétaire ou à l'exploitant des différents établissements relevant de sa juridiction où se déroulent une ou plusieurs des activités indiquées à l'annexe I au niveau ou au-dessus des seuils fondés sur le nombre d'employés qui sont indiqués dans l'annexe I, colonne 2 et qui fabriquent, transforment ou utilisent tout polluant indiqué à l'annexe II dans des quantités supérieures au seuil applicable fixé à l'annexe II, colonne 3, de se conformer aux dispositions que ledit propriétaire ou exploitant est tenu de prendre conformément au paragraphe 2.

2. Chaque Partie fait obligation au propriétaire ou exploitant d'un établissement visé au paragraphe 1 de soumettre les informations indiquées aux paragraphes 5 et 6, conformément aux prescriptions qui y sont énoncées, en ce qui concerne les polluants et déchets dont les seuils ont été dépassés.

3. En vue d'atteindre l'objectif du présent Protocole, une Partie peut décider, dans le cas d'un polluant donné, d'appliquer soit un seuil de rejet soit un seuil de fabrication, de transformation ou d'utilisation, à condition de contribuer ainsi à accroître les informations pertinentes sur les rejets ou les transferts consignés sur son registre.

4. Chaque Partie veille à ce que son autorité compétente recueille les données sur les rejets de polluants de sources diffuses indiquées aux

collect, the information on releases of pollutants from diffuse sources specified in paragraphs 7 and 8, for inclusion in its register.

5. Each Party shall require the owners or operators of the facilities required to report under paragraph 2 to complete and submit to its competent authority, the following information on a facility-specific basis:

a) The name, street address, geographical location and the activity or activities of the reporting facility, and the name of the owner or operator, and, as appropriate, company;

b) The name and numerical identifier of each pollutant required to be reported pursuant to paragraph 2;

c) The amount of each pollutant required to be reported pursuant to paragraph 2 released from the facility to the environment in the reporting year, both in aggregate and according to whether the release is to air, to water or to land, including by underground injection;

d) Either:

(i) The amount of each pollutant required to be reported pursuant to paragraph 2 that is transferred off-site in the reporting year, distinguishing between the amounts transferred for disposal and for recovery, and the name and address of the facility receiving the transfer; or

(ii) The amount of waste required to be reported pursuant to paragraph 2 transferred off-site in the reporting year, distinguishing between hazardous waste and other waste, for any operations of recovery or disposal, indicating respectively with 'R' or 'D' whether the waste is destined for recovery or disposal pursuant to annex III and, for transboundary movements of hazardous waste, the name and address of the recoverer or disposer of the waste and the actual recovery or disposal site receiving the transfer;

e) The amount of each pollutant in waste water required to be reported pursuant to paragraph 2 transferred off-site in the reporting year; and

f) The type of methodology used to derive the information referred to in subparagraphs (c) to (e), according to article 9, paragraph 2, indicating whether the information is based on measurement, calculation or estimation.

6. The information referred to in paragraph 5 (c) to (e) shall include information on releases and transfers resulting from routine activities and from extraordinary events.

7. Each Party shall present on its register, in an adequate spatial disaggregation, the information on releases of pollutants from diffuse sources for which that Party determines that data are being collected by

paragraphe 7 et 8, à inclure dans son registre, ou charge un ou plusieurs organes compétents ou autorités publiques de les recueillir.

5. Chaque Partie fait obligation aux propriétaires ou exploitants des établissements soumis à notification en vertu du paragraphe 2 de rassembler et présenter à leur autorité compétente les données ci-après, pour chaque établissement:

- a) Le nom, l'adresse, l'emplacement géographique et l'activité ou les activités de l'établissement en question ainsi que le nom du propriétaire ou exploitant et, selon le cas, de la société;
- b) Le nom et l'identificateur numérique de chaque polluant soumis à notification en vertu du paragraphe 2;
- c) La quantité de chaque polluant soumis à notification en vertu du paragraphe 2 qui est rejetée de l'établissement dans l'environnement au cours de l'année de notification, en indiquant à la fois la quantité totale rejetée et les rejets dans l'air, dans l'eau ou dans le sol, y compris par injection souterraine;
- d) Selon le cas:
 - i) La quantité de chaque polluant soumis à notification en vertu du paragraphe 2 qui est transférée hors du site au cours de l'année de notification, en établissant une distinction entre les quantités transférées pour élimination et pour récupération, ainsi que le nom et l'adresse de l'établissement qui reçoit les polluants transférés; ou
 - ii) La quantité de déchets soumis à notification en vertu du paragraphe 2 qui est transférée hors du site au cours de l'année de notification, en faisant la distinction entre les déchets dangereux et les autres déchets, pour toute opération de récupération ou d'élimination, en indiquant par les lettres «R» ou «E» respectivement si les déchets sont destinés à être récupérés ou éliminés conformément à l'annexe III et, dans le cas de mouvements transfrontières de déchets dangereux, le nom et l'adresse de l'entreprise qui procède à la récupération ou à l'élimination des déchets et ceux du site de récupération ou d'élimination qui reçoit effectivement les déchets transférés;
- e) La quantité de chaque polluant contenu dans les eaux usées, soumis à notification en vertu du paragraphe 2, qui est transférée hors du site au cours de l'année de notification; et
- f) La méthode utilisée pour obtenir les données visées aux alinéas *c* à *e* conformément au paragraphe 2 de l'article 9, en indiquant si ces données sont fondées sur des mesures, des calculs ou des estimations.

6. Les informations visées aux alinéas *c* à *e* du paragraphe 5 englobent les données sur les rejets et transferts, découlant d'activités régulières ou d'événements extraordinaires.

7. Chaque Partie consigne dans son registre, avec un degré de désagrégation spatiale adapté, les informations sur les rejets de polluants de sources diffuses pour lesquels elle détermine que des données sont en

the relevant authorities and can be practicably included. Where the Party determines that no such data exist, it shall take measures to initiate reporting on releases of relevant pollutants from one or more diffuse sources in accordance with its national priorities.

8. The information referred to in paragraph 7 shall include information on the type of methodology used to derive the information.

Article 8

Reporting cycle

1. Each Party shall ensure that the information required to be incorporated in its register is publicly available, compiled and presented on the register by calendar year. The reporting year is the calendar year to which that information relates. For each Party, the first reporting year is the calendar year after the Protocol enters into force for that Party. The reporting required under article 7 shall be annual. However, the second reporting year may be the second calendar year following the first reporting year.

2. Each Party that is not a regional economic integration organization shall ensure that the information is incorporated into its register within fifteen months from the end of each reporting year. However, the information for the first reporting year shall be incorporated into its register within two years from the end of that reporting year.

3. Each Party that is a regional economic integration organization shall ensure that the information for a particular reporting year is incorporated into its register six months after the Parties that are not regional economic integration organizations are required to do so.

Article 9

Data collection and record-keeping

1. Each Party shall require the owners or operators of the facilities subject to the reporting requirements of article 7 to collect the data needed to determine, in accordance with paragraph 2 below and with appropriate frequency, the facility's releases and off-site transfers subject to reporting under article 7 and to keep available for the competent authorities the records of the data from which the reported information was derived for a period of five years, starting from the end of the reporting year concerned. These records shall also describe the methodology used for data gathering.

passé d'être recueillies par les autorités compétentes et qu'elles peuvent être incorporées de manière pratique. Si elle détermine que de telles données n'existent pas, elle adopte des mesures pour entreprendre de notifier les rejets de polluants pertinents provenant d'une ou plusieurs sources diffusées en conformité avec ses priorités nationales.

8. Les informations visées au paragraphe 7 englobent des renseignements sur la méthode employée pour obtenir lesdites informations.

Article 8

Cycle de notification

1. Chaque Partie veille à ce que les données qui doivent être incorporées dans son registre soient accessibles au public, rassemblées et consignées dans son registre par année civile. L'année de notification est l'année civile à laquelle se rapportent ces données. Pour chaque Partie, la première année de notification est l'année civile qui suit l'entrée en vigueur du Protocole à son égard. La notification requise en vertu de l'article 7 est annuelle. Toutefois, la deuxième année de notification pourra être la deuxième année civile qui suit la première année de notification.

2. Chaque Partie qui n'est pas une organisation d'intégration économique régionale veille à ce que les données soient incorporées dans son registre dans un délai de 15 mois à compter de la fin de chaque année de notification. Cependant, les données de la première année de notification sont incorporées dans son registre dans un délai de deux ans à compter de la fin de ladite année.

3. Chaque Partie qui est une organisation d'intégration économique régionale veille à ce que les données correspondant à une année de notification particulière soient incorporées dans son registre six mois après que les Parties qui ne sont pas des organisations d'intégration économique régionale sont tenues d'incorporer les leurs.

Article 9

Collecte des données et tenue d'archives

1. Chaque Partie fait obligation aux propriétaires ou exploitants des établissements tombant sous le coup des dispositions de l'article 7 de recueillir les données nécessaires pour déterminer, conformément au paragraphe 2 du présent article et avec une fréquence suffisante, les rejets de l'établissement et ses transferts hors du site soumis à notification en vertu de l'article 7 et de conserver à l'intention des autorités compétentes les archives sur les données à partir desquelles ont été obtenues les informations notifiées, pendant une période de cinq ans à compter de la fin de la période de notification considérée. Dans ces archives sera également consignée la méthode utilisée pour rassembler les données.

2. Each Party shall require the owners or operators of the facilities subject to reporting under article 7 to use the best available information, which may include monitoring data, emission factors, mass balance equations, indirect monitoring or other calculations, engineering judgments and other methods. Where appropriate, this should be done in accordance with internationally approved methodologies.

Article 10

Quality assessment

1. Each Party shall require the owners or operators of the facilities subject to the reporting requirements of article 7, paragraph 1, to assure the quality of the information that they report.

2. Each Party shall ensure that the data contained in its register are subject to quality assessment by the competent authority, in particular as to their completeness, consistency and credibility, taking into account any guidelines that may be developed by the Meeting of the Parties.

Article 11

Public access to information

1. Each Party shall ensure public access to information contained in its pollutant release and transfer register, without an interest having to be stated, and according to the provisions of this Protocol, primarily by ensuring that its register provides for direct electronic access through public telecommunications networks.

2. Where the information contained in its register is not easily publicly accessible by direct electronic means, each Party shall ensure that its competent authority upon request provides that information by any other effective means, as soon as possible and at the latest within one month after the request has been submitted.

3. Subject to paragraph 4, each Party shall ensure that access to information contained in its register is free of charge.

4. Each Party may allow its competent authority to make a charge for reproducing and mailing the specific information referred to in paragraph 2, but such charge shall not exceed a reasonable amount.

2. Chaque Partie fait obligation aux propriétaires ou exploitants des établissements soumis à notification en vertu de l'article 7 d'utiliser les meilleures informations disponibles soit, notamment, des données de surveillance, des coefficients d'émission, des équations du bilan matière, une surveillance indirecte ou d'autres calculs, des appréciations techniques ou d'autres méthodes. Le cas échéant, ces données ou opérations devront être obtenues, ou effectuées, selon des méthodes approuvées internationalement.

Article 10

Contrôle de la qualité

1. Chaque Partie fait obligation aux propriétaires ou exploitants des établissements soumis à notification en vertu du paragraphe 1 de l'article 7 d'assurer la qualité des données qu'ils notifient.

2. Chaque Partie veille à ce que les données qui sont consignées dans son registre fassent l'objet d'un contrôle de qualité par l'autorité compétente, et notamment à ce que soient vérifiées leur exhaustivité, leur cohérence et leur crédibilité, compte tenu de toutes lignes directrices qui pourraient être établies par la Réunion des Parties.

Article 11

Accès du public à l'information

1. Chaque Partie fait en sorte que le public ait accès, aux informations consignées dans son registre des rejets et transferts de polluants sans qu'il ait à faire valoir un intérêt particulier et, conformément aux dispositions du présent Protocole, essentiellement en veillant à ce que son registre soit conçu de façon à être directement accessible par voie électronique, par le biais des réseaux de télécommunication publics.

2. Si le public ne peut pas consulter facilement les informations consignées dans son registre par des moyens électroniques, chaque Partie fait en sorte que son autorité compétente communique sur demande ces données par n'importe quel autre moyen efficace, aussitôt que possible et au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la date de soumission de la demande.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, chaque Partie fait en sorte que l'accès à l'information consignée dans son registre soit gratuit.

4. Chaque Partie peut autoriser son autorité compétente à percevoir un droit pour la reproduction et l'envoi des informations précises visées au paragraphe 2, mais ce droit ne doit pas dépasser un montant raisonnable.

5. Where the information contained in its register is not easily publicly accessible by direct electronic means, each Party shall facilitate electronic access to its register in publicly accessible locations, for example in public libraries, offices of local authorities or other appropriate places.

Article 12

Confidentiality

1. Each Party may authorize the competent authority to keep information held on the register confidential where public disclosure of that information would adversely affect:

- a) International relations, national defence or public security;
- b) The course of justice, the ability of a person to receive a fair trial or the ability of a public authority to conduct an enquiry of a criminal or disciplinary nature;
- c) The confidentiality of commercial and industrial information, where such confidentiality is protected by law in order to protect a legitimate economic interest;
- d) Intellectual property rights; or
- e) The confidentiality of personal data and/or files relating to a natural person if that person has not consented to the disclosure of the information to the public, where such confidentiality is provided for in national law.

The aforementioned grounds for confidentiality shall be interpreted in a restrictive way, taking into account the public interest served by disclosure and whether the information relates to releases into the environment.

2. Within the framework of paragraph 1 (c), any information on releases which is relevant for the protection of the environment shall be considered for disclosure according to national law.

3. Whenever information is kept confidential according to paragraph 1, the register shall indicate what type of information has been withheld, through, for example, providing generic chemical information if possible, and for what reason it has been withheld.

Article 13

Public participation in the development of national pollutant release and transfer registers

1. Each Party shall ensure appropriate opportunities for public participation in the development of its national pollutant release and transfer register, within the framework of its national law.

5. Si le public ne peut pas consulter facilement les informations consignées dans son registre par des moyens électroniques, chaque Partie fait en sorte que son registre puisse être consulté, par des moyens électroniques, dans des lieux accessibles au public, par exemple dans les bibliothèques publiques, les bureaux des autorités locales ou d'autres lieux appropriés.

Article 12

Confidentialité

1. Chaque Partie peut autoriser l'autorité compétente à préserver la confidentialité d'informations consignées dans le registre dans les cas où la divulgation de ces informations aurait des incidences défavorables sur:

- a) Les relations internationales, la défense nationale ou la sécurité publique;
- b) La bonne marche de la justice, la possibilité pour toute personne d'être jugée équitablement ou la capacité d'une autorité publique d'effectuer une enquête d'ordre pénal ou disciplinaire;
- c) Le secret commercial et industriel, lorsque ce secret est protégé par la loi afin de défendre un intérêt économique légitime;

d) Les droits de propriété intellectuelle; ou

e) Le caractère confidentiel des données et/ou des dossiers personnels concernant une personne physique si cette personne n'a pas consenti à la divulgation de ces informations au public, lorsque le caractère confidentiel de ce type d'information est prévu par le droit national.

Les motifs susmentionnés de préservation de la confidentialité doivent être interprétés de manière restrictive compte tenu de l'intérêt que la divulgation des informations demandées présenterait pour le public et selon que ces informations ont trait ou non aux rejets dans l'environnement.

2. Dans le cadre de l'alinéa *c* du paragraphe 1, toute information concernant les rejets qui intéresse la protection de l'environnement est susceptible d'être divulguée conformément au droit national.

3. Lorsqu'une information n'est pas divulguée en vertu du paragraphe 1, le registre précise quel type d'information n'a pas été rendue publique, par exemple en fournissant des données génériques sur les produits chimiques, et pour quelle raison elle n'a pas été divulguée.

Article 13

Participation du public à l'élaboration de registres nationaux des rejets et transferts de polluants

1. Chaque Partie assure des possibilités appropriées de participation du public à l'élaboration de son registre national des rejets et transferts de polluants, dans le cadre de son droit national.

2. For the purpose of paragraph 1, each Party shall provide the opportunity for free public access to the information on the proposed measures concerning the development of its national pollutant release and transfer register and for the submission of any comments, information, analyses or opinions that are relevant to the decision-making process, and the relevant authority shall take due account of such public input.

3. Each Party shall ensure that, when a decision to establish or significantly change its register has been taken, information on the decision and the considerations on which it is based are made publicly available in a timely manner.

Article 14

Access to justice

1. Each Party shall, within the framework of its national legislation, ensure that any person who considers that his or her request for information under article 11, paragraph 2, has been ignored, wrongfully refused, whether in part or in full, inadequately answered, or otherwise not dealt with in accordance with the provisions of that paragraph has access to a review procedure before a court of law or another independent and impartial body established by law.

2. The requirements in paragraph 1 are without prejudice to the respective rights and obligations of Parties under existing treaties applicable between them dealing with the subject matter of this article.

Article 15

Capacity-building

1. Each Party shall promote public awareness of its pollutant release and transfer register, and shall ensure that assistance and guidance are provided in accessing its register and in understanding and using the information contained in it.

2. Each Party should provide adequate capacity-building for and guidance to the responsible authorities and bodies to assist them in carrying out their duties under this Protocol.

Article 16

International cooperation

1. The Parties shall, as appropriate, cooperate and assist each other:
a) In international actions in support of the objectives of this Protocol;

2. Aux fins du paragraphe 1, chaque Partie donne au public la possibilité d'avoir accès gratuitement à l'information concernant les mesures proposées pour élaborer son registre national des transferts et rejets de polluants et de soumettre toute observation, information, ou analyser et donner tout avis de nature à faciliter le processus décisionnel, et l'autorité compétente tient dûment compte de sa contribution.

3. Chaque Partie veille à ce que, une fois que la décision de créer ou de modifier sensiblement son registre a été prise, le public soit informé en temps voulu de cette décision et des considérations qui la motivent.

Article 14

Accès à la justice

1. Chaque Partie veille, dans le cadre de sa législation nationale, à ce que toute personne qui estime que sa demande d'information en vertu du paragraphe 2 de l'article 11 a été ignorée, rejetée abusivement, en totalité ou en partie, ou qu'elle a reçu une réponse insuffisante, ou encore que de toute autre manière elle n'a pas été traitée conformément aux dispositions dudit paragraphe, ait la possibilité de former un recours devant une instance judiciaire ou un autre organe indépendant et impartial établi par la loi.

2. Les prescriptions énoncées au paragraphe 1 ne portent pas atteinte aux droits et obligations respectifs des parties découlant des accords en vigueur applicables entre elles, qui traitent de l'objet du présent article.

Article 15

Renforcement des capacités

1. Chaque Partie s'emploie à faire connaître au public son registre des rejets et transferts de polluants et veille à lui fournir aide et conseils pour consulter son registre et comprendre et utiliser les informations qui y figurent.

2. Chaque Partie devrait assurer un renforcement des capacités suffisant et donner des conseils appropriés pour aider les autorités et organes responsables à s'acquitter de leurs obligations en vertu du présent Protocole.

Article 16

Coopération internationale

1. Les Parties coopèrent et s'entraident, selon le cas:
a) Pour mener les actions internationales en appui aux objectifs du présent Protocole;

- b) On the basis of mutual agreement between the Parties concerned, in implementing national systems in pursuance of this Protocol;
- c) In sharing information under this Protocol on releases and transfers within border areas; and
- d) In sharing information under this Protocol concerning transfers among Parties.

2. The Parties shall encourage cooperation among each other and with relevant international organizations, as appropriate, to promote:

- a) Public awareness at the international level;
- b) The transfer of technology; and
- c) The provision of technical assistance to Parties that are developing countries and Parties with economies in transition in matters relating to this Protocol.

Article 17

Meeting of the parties

1. A Meeting of the Parties is hereby established. Its first session shall be convened no later than two years after the entry into force of this Protocol.

Thereafter, ordinary sessions of the Meeting of the Parties shall be held sequentially with or parallel to ordinary meetings of the Parties to the Convention, unless otherwise decided by the Parties to this Protocol. The Meeting of the Parties shall hold an extraordinary session if it so decides in the course of an ordinary session or at the written request of any Party provided that, within six months of it being communicated by the Executive Secretary of the Economic Commission for Europe to all Parties, the said request is supported by at least one third of these Parties.

2. The Meeting of the Parties shall keep under continuous review the implementation and development of this Protocol on the basis of regular reporting by the Parties and, with this purpose in mind, shall:

- a) Review the development of pollutant release and transfer registers, and promote their progressive strengthening and convergence;
- b) Establish guidelines facilitating reporting by the Parties to it, bearing in mind the need to avoid duplication of effort in this regard;
- c) Establish a programme of work;
- d) Consider and, where appropriate, adopt measures to strengthen international cooperation in accordance with article 16;
- e) Establish such subsidiary bodies as it deems necessary;
- f) Consider and adopt proposals for such amendments to this Protocol and its annexes as are deemed necessary for the purposes of this Protocol, in accordance with the provisions of article 20;

- b) Sur la base d'un accord mutuel entre les parties concernées, pour mettre en œuvre des systèmes nationaux aux fins du présent Protocole;
- c) Pour échanger des informations au titre du présent Protocole en ce qui concerne les rejets et transferts dans les zones frontalières; et
- d) Pour échanger des informations au titre du présent Protocole en ce qui concerne les transferts entre les Parties.

2. Les Parties s'emploient à coopérer entre elles et encouragent la coopération avec les organisations internationales compétentes, selon le cas, en vue de promouvoir:

- a) La sensibilisation du public au niveau international;
- b) Le transfert de technologies; et
- c) L'assistance technique aux Parties en développement et Parties en transition, en ce qui concerne les questions relatives au présent Protocole.

Article 17

Réunion des parties

1. Une Réunion des Parties est instituée par le présent paragraphe. Sa première session est convoquée deux ans au plus tard après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole.

Par la suite, sauf si les Parties au présent Protocole en décident autrement, la Réunion des Parties tient ses sessions ordinaires juste après les réunions ordinaires des Parties à la Convention ou en parallèle avec elles. La Réunion des Parties peut tenir une session extraordinaire si elle en décide ainsi lors d'une session ordinaire ou à la demande écrite d'une Partie, sous réserve que cette demande soit communiquée à l'ensemble des Parties par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe et appuyée par au moins un tiers de ces Parties dans les six mois qui suivent cette communication.

2. La Réunion des Parties suit en permanence l'application et le développement du présent Protocole sur la base des informations notifiées régulièrement par les Parties, et, dans cette optique:

- a) Examine l'élaboration des registres des rejets et transferts de polluants et favorise leur convergence et leur renforcement progressifs;
- b) Élabore des directives afin de faciliter la notification des informations que lui adressent les Parties, en tenant compte de la nécessité d'éviter les doubles emplois dans ce domaine;
- c) Établit un programme de travail;
- d) Examine et, s'il y a lieu, prend des mesures visant à renforcer la coopération transfrontière et internationale conformément à l'article 16;
- e) Crée les organes subsidiaires qu'elle juge nécessaires;
- f) Examine et adopte les propositions d'amendement au présent Protocole et à ses annexes jugées nécessaires à son application, conformément aux dispositions de l'article 20;

g) At its first session, consider and by consensus adopt rules of procedure for its sessions and those of its subsidiary bodies, taking into account any rules of procedure adopted by the Meeting of the Parties to the Convention;

h) Consider establishing financial arrangements by consensus and technical assistance mechanisms to facilitate the implementation of this Protocol;

i) Seek, where appropriate, the services of other relevant international bodies in the achievement of the objectives of this Protocol; and

j) Consider and take any additional action that may be required to further the objectives of this Protocol, such as the adoption of guidelines and recommendations which promote its implementation.

3. The Meeting of the Parties shall facilitate the exchange of information on the experience gained in reporting transfers using the pollutant-specific and waste-specific approaches, and shall review that experience in order to investigate the possibility of convergence between the two approaches, taking into account the public interest in information in accordance with article 1 and the overall effectiveness of national pollutant release and transfer registers.

4. The United Nations, its specialized agencies and the International Atomic Energy Agency, as well as any State or regional economic integration organization entitled under article 24 to sign this Protocol but which is not a Party to it, and any intergovernmental organization qualified in the fields to which the Protocol relates, shall be entitled to participate as observers in the sessions of the Meeting of the Parties. Their admission and participation shall be subject to the rules of procedure adopted by the Meeting of the Parties.

5. Any non-governmental organization qualified in the fields to which this Protocol relates which has informed the Executive Secretary of the Economic Commission for Europe of its wish to be represented at a session of the Meeting of the Parties shall be entitled to participate as an observer unless one third of the Parties present at the session raise objections. Their admission and participation shall be subject to the rules of procedure adopted by the Meeting of the Parties.

Article 18

Right to vote

1. Except as provided for in paragraph 2, each Party to this Protocol shall have one vote.

g) A sa première réunion, examine et adopte par consensus le règlement intérieur de ses réunions et des réunions de ses organes subsidiaires en tenant compte de tout règlement intérieur adopté par la Réunion des Parties à la Convention;

h) Étudie la possibilité d'établir par consensus des arrangements financiers et des mécanismes d'assistance technique en vue de faciliter l'application du Protocole;

i) Sollicite, lorsqu'il y a lieu, l'appui des autres organismes internationaux qui concourent aux objectifs du présent Protocole; et

j) Envisage et entreprend toute autre action qui pourrait s'avérer nécessaire aux fins du présent Protocole, comme l'adoption de directives et de recommandations destinées à faciliter son application.

3. La Réunion des Parties facilite l'échange de données sur l'expérience acquise en matière de notification des transferts selon l'approche par polluant ou l'approche par déchet et examine ces données afin d'étudier la possibilité de faire converger ces deux approches compte tenu de l'intérêt que présente l'information pour le public, conformément à l'article premier, et de l'efficacité générale des registres nationaux des rejets et transferts de polluants.

4. L'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que tout État ou organisation d'intégration économique régionale qui est habilitée en vertu de l'article 24 à signer le présent Protocole mais qui n'est pas Partie audit Protocole, et toute organisation intergouvernementale qui possède des compétences dans des domaines ayant un rapport avec le Protocole sont autorisés à participer en qualité d'observateurs aux sessions de la Réunion des Parties. Leur admission et leur participation sont régies par le règlement intérieur adopté par la Réunion des Parties.

5. Toute organisation non gouvernementale qui possède des compétences dans des domaines ayant un rapport avec le présent Protocole et qui a fait savoir au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe qu'elle souhaitait être représentée à une session de la Réunion des Parties est autorisée à participer en qualité d'observateur sauf si un tiers au moins des Parties présentes soulève des objections. Leur admission et leur participation sont régies par le règlement intérieur adopté par la Réunion des Parties.

Article 18

Droit de vote

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2, chaque Partie au présent Protocole dispose d'une voix.

2. Regional economic integration organizations, in matters within their competence, shall exercise their right to vote with a number of votes equal to the number of their member States which are Parties. Such organizations shall not exercise their right to vote if their member States exercise theirs, and vice versa.

Article 19

Annexes

Annexes to this Protocol shall form an integral part thereof and, unless expressly provided otherwise, a reference to this Protocol constitutes at the same time a reference to any annexes thereto.

Article 20

Amendments

1. Any Party may propose amendments to this Protocol.
2. Proposals for amendments to this Protocol shall be considered at a session of the Meeting of the Parties.
3. Any proposed amendment to this Protocol shall be submitted in writing to the secretariat, which shall communicate it at least six months before the session at which it is proposed for adoption to all Parties, to other States and regional economic integration organizations that have consented to be bound by the Protocol and for which it has not yet entered into force and to Signatories.
4. The Parties shall make every effort to reach agreement on any proposed amendment to this Protocol by consensus. If all efforts at consensus have been exhausted, and no agreement reached, the amendment shall as a last resort be adopted by a threefourths majority vote of the Parties present and voting at the session.
5. For the purposes of this article, "Parties present and voting" means Parties present and casting an affirmative or negative vote.
6. Any amendment to this Protocol adopted in accordance with paragraph 4 shall be communicated by the secretariat to the Depositary, who shall circulate it to all Parties, to other States and regional economic integration organizations that have consented to be bound by the Protocol and for which it has not yet entered into force and to Signatories.
7. An amendment, other than one to an annex, shall enter into force for those Parties having ratified, accepted or approved it on the ninetieth day after the date of receipt by the Depositary of the instruments of rati-

2. Dans les domaines relevant de leur compétence, les organisations d'intégration économique régionale disposent, pour exercer leur droit de vote, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs États membres qui sont Parties. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si leurs États membres exercent le leur, et inversement.

Article 19

Annexes

Les annexes au présent Protocole font partie intégrante de celui-ci et, sauf disposition contraire expresse, toute référence au présent Protocole constitue également une référence à ses annexes.

Article 20

Amendements

1. Toute Partie peut proposer des amendements au présent Protocole.
2. Les propositions d'amendement au présent Protocole sont examinées lors d'une session de la Réunion des Parties.
3. Le texte de toute proposition d'amendement au présent Protocole est soumis par écrit au secrétariat, qui le communique six mois au moins avant la réunion au cours de laquelle l'amendement est proposé pour adoption, à toutes les Parties, aux autres États et organisations d'intégration économique régionale qui ont accepté d'être liés par le Protocole et pour lesquels il n'est pas encore entré en vigueur, ainsi qu'aux Signataires.
4. Les Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un accord par consensus sur tout amendement qu'il est proposé d'apporter au présent Protocole. Si tous les efforts en ce sens sont demeurés vains et si aucun accord ne s'est dégagé, l'amendement est adopté en dernier ressort par un vote à la majorité des trois quarts des Parties présentes et votantes.
5. Aux fins du présent article, l'expression «Parties présentes et votantes» désigne les Parties présentes à la réunion qui émettent un vote affirmatif ou négatif.
6. Les amendements au présent Protocole adoptés conformément au paragraphe 4 sont soumis par le secrétariat au Dépositaire qui les distribue à toutes les Parties, aux autres États et organisations d'intégration économique régionale qui ont accepté d'être liés par le Protocole et pour lesquels il n'est pas encore entré en vigueur, ainsi qu'aux Signataires.
7. Les amendements, autres que les amendements à une annexe, entrent en vigueur pour les Parties qui les ont ratifiés, acceptés ou approuvés le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de la réception

fication, acceptance or approval by at least three fourths of those which were Parties at the time of its adoption. Thereafter it shall enter into force for any other Party on the ninetieth day after that Party deposits its instrument of ratification, acceptance or approval of the amendment.

8. In the case of an amendment to an annex, a Party that does not accept such an amendment shall so notify the Depositary in writing within twelve months from the date of its circulation by the Depositary. The Depositary shall without delay inform all Parties of any such notification received. A Party may at any time withdraw a notification of non acceptance, whereupon the amendment to an annex shall enter into force for that Party.

9. On the expiry of twelve months from the date of its circulation by the Depositary as provided for in paragraph 6, an amendment to an annex shall enter into force for those Parties which have not submitted a notification to the Depositary in accordance with paragraph 8, provided that, at that time, not more than one third of those which were Parties at the time of the adoption of the amendment have submitted such a notification.

10. If an amendment to an annex is directly related to an amendment to this Protocol, it shall not enter into force until such time as the amendment to this Protocol enters into force.

Article 21

Secretariat

The Executive Secretary of the Economic Commission for Europe shall carry out the following secretariat functions for this Protocol:

- a) The preparation and servicing of the sessions of the Meeting of the Parties;
- b) The transmission to the Parties of reports and other information received in accordance with the provisions of this Protocol;
- c) The reporting to the Meeting of the Parties on the activities of the secretariat; and
- d) Such other functions as may be determined by the Meeting of the Parties on the basis of available resources.

Article 22

Review of compliance

At its first session, the Meeting of the Parties shall by consensus establish cooperative procedures and institutional arrangements of a

par le Dépositaire des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation par les trois quarts au moins de ceux qui étaient parties au moment de l'adoption. Par la suite, ils entrent en vigueur pour toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour qui suit le dépôt par cette Partie de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation des amendements.

8. S'agissant d'un amendement à une annexe, toute Partie qui n'accepte pas cet amendement en donne notification au Dépositaire par écrit dans les 12 mois qui suivent la date de sa communication par le Dépositaire. Le Dépositaire informe sans retard toutes les Parties de la réception de cette notification. Une Partie peut à tout moment retirer une notification antérieure de non-acceptation, après quoi l'amendement à une annexe entre en vigueur à l'égard de cette Partie.

9. A l'expiration du délai de 12 mois à compter de la date de sa communication par le Dépositaire aux termes du paragraphe 6, l'amendement à une annexe entre en vigueur à l'égard des Parties qui n'ont pas soumis de notification au Dépositaire conformément aux dispositions du paragraphe 8, pour autant que, à la date en question, un tiers au plus de ceux qui étaient Parties au moment de l'adoption de l'amendement ait soumis une notification de cette nature.

10. Si un amendement à une annexe est lié directement à un amendement au présent Protocole, l'amendement à une annexe n'entre pas en vigueur tant que l'amendement au présent Protocole n'est pas lui-même entré en vigueur.

Article 21

Secrétariat

Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe exerce les fonctions de secrétariat suivantes au titre du présent Protocole:

- a) Il prépare les sessions de la Réunion des Parties et en assure le service;
- b) Il transmet aux Parties les rapports et autres renseignements reçus en application des dispositions du présent Protocole;
- c) Il fait rapport à la Réunion des Parties sur les activités du secrétariat;
- d) Il s'acquitte des autres fonctions que la Réunion des Parties peut lui assigner, en fonction des ressources disponibles.

Article 22

Examen du respect des dispositions

À sa première session, la Réunion des Parties établit, par consensus, des procédures et des mécanismes institutionnels de coopération à carac-

non-judicial, non adversarial and consultative nature to assess and promote compliance with the provisions of this Protocol and to address cases of non compliance. In establishing these procedures and arrangements, the Meeting of the Parties shall consider, inter alia, whether to allow for information to be received from members of the public on matters related to this Protocol.

Article 23

Settlement of disputes

1. If a dispute arises between two or more Parties about the interpretation or application of this Protocol, they shall seek a solution by negotiation or by any other peaceful means of dispute settlement acceptable to the parties to the dispute.

2. When signing, ratifying, accepting, approving or acceding to this Protocol, or at any time thereafter, a State may declare in writing to the Depositary that, for a dispute not resolved in accordance with paragraph 1, it accepts one or both of the following means of dispute settlement as compulsory in relation to any Party accepting the same obligation:

- a) Submission of the dispute to the International Court of Justice;
- b) Arbitration in accordance with the procedure set out in annex IV.

A regional economic integration organization may make a declaration with like effect in relation to arbitration in accordance with the procedures referred to in subparagraph (b).

3. If the parties to the dispute have accepted both means of dispute settlement referred to in paragraph 2, the dispute may be submitted only to the International Court of Justice, unless the parties to the dispute agree otherwise.

Article 24

Signature

This Protocol shall be open for signature at Kiev (Ukraine) from 21 to 23 May 2003 on the occasion of the fifth Ministerial Conference "Environment for Europe," and thereafter at United Nations Headquarters in New York until 31 December 2003, by all States which are members of the United Nations and by regional economic integration organizations constituted by sovereign States members of the United Nations to which their member States have transferred competence over matters governed by this Protocol, including the competence to enter into treaties in respect of these matters.

tère non judiciaire, non conflictuel et consultatif en vue d'évaluer et de promouvoir le respect des dispositions du présent Protocole et de traiter les cas de non-respect. Lorsqu'elle établit ces procédures et mécanismes, la Réunion des Parties se pose, entre autres, la question de savoir si elle autorise les membres du public à communiquer des informations sur des questions en rapport avec le présent Protocole.

Article 23

Règlement des différends

1. Si un différend surgit entre deux ou plusieurs Parties au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Protocole, ces Parties s'efforcent de le régler par voie de négociation ou par tout autre moyen pacifique de règlement des différends qu'elles jugent acceptable.

2. Lorsqu'il signe, ratifie, accepte, approuve le présent Protocole ou y adhère, ou à tout moment par la suite, un État peut signifier par écrit au Dépositaire que, pour les différends qui n'ont pas été réglés conformément au paragraphe 1, il accepte de considérer comme obligatoires l'un des deux ou les deux moyens de règlement ci-après dans ses relations avec toute Partie acceptant la même obligation:

- a) Soumission du différend à la Cour internationale de Justice;
- b) Arbitrage, conformément à la procédure exposée dans l'annexe IV.

Toute organisation d'intégration économique régionale peut faire en matière d'arbitrage une déclaration allant dans le même sens conformément à la procédure visée à l'alinéa *b*.

3. Si les parties au différend ont accepté les deux moyens de règlement des différends visés au paragraphe 2, le différend peut n'être soumis qu'à la Cour internationale de Justice, à moins que les parties au différend n'en conviennent autrement.

Article 24

Signature

Le présent Protocole est ouvert à la signature à Kiev (Ukraine) du 21 au 23 mai 2003 à l'occasion de la cinquième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe», puis au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York jusqu'au 31 décembre 2003, pour tous les États qui sont Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi que les organisations d'intégration économique régionale constituées par des États souverains Membres de l'Organisation auxquelles des États membres ont donné compétence dans des domaines régis par le présent Protocole, notamment pour conclure des accords dans ces domaines.

Article 25

Depositary

The Secretary-General of the United Nations shall act as the Depositary of this Protocol.

Article 26

Ratification, acceptance, approval and accession

1. This Protocol shall be subject to ratification, acceptance or approval by signatory States and regional economic integration organizations referred to in article 24.

2. This Protocol shall be open for accession as from 1 January 2004 by the States and regional economic integration organizations referred to in article 24.

3. Any regional economic integration organization referred to in article 24 which becomes a Party without any of its member States being a Party shall be bound by all the obligations under this Protocol. If one or more member States of such an organization is a Party, the organization and its member States shall decide on their respective responsibilities for the performance of their obligations under this Protocol. In such cases, the organization and the member States shall not be entitled to exercise rights under this Protocol concurrently.

4. In their instruments of ratification, acceptance, approval or accession, the regional economic integration organizations referred to in article 24 shall declare the extent of their competence with respect to the matters governed by this Protocol. These organizations shall also inform the Depositary of any substantial modifications to the extent of their competence.

Article 27

Entry into force

1. This Protocol shall enter into force on the ninetieth day after the date of deposit of the sixteenth instrument of ratification, acceptance, approval or accession.

2. For the purposes of paragraph 1, any instrument deposited by a regional economic integration organization shall not be counted as additional to those deposited by the States members of such an organization.

3. For each State or regional economic integration organization which ratifies, accepts or approves this Protocol or accedes thereto after the

Article 25

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies remplit les fonctions de Dépositaire du présent Protocole.

Article 26

Ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. Le présent Protocole est soumis à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des États et des organisations d'intégration économique régionale signataires visés à l'article 24.

2. Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion des États et organisations d'intégration économique régionale visés à l'article 24 à compter du 1^{er} janvier 2004.

3. Toute organisation d'intégration économique régionale visée à l'article 24 qui devient Partie au présent Protocole sans qu'aucun de ses États membres n'y soit Partie est liée par toutes les obligations qui découlent du présent Protocole. Lorsqu'un ou plusieurs États membres d'une telle organisation sont Parties au présent Protocole, cette organisation et ses États membres conviennent de leurs responsabilités respectives dans l'exécution des obligations qu'il leur impose. En pareil cas, l'organisation et les États membres ne sont pas habilités à exercer concurremment les droits qui découlent du présent Protocole.

4. Dans leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les organisations d'intégration économique régionale visées à l'article 24 indiquent l'étendue de leur compétence à l'égard des matières dont traite le présent Protocole. En outre, ces organisations informent le Dépositaire de toute modification importante de l'étendue de leur compétence.

Article 27

Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Aux fins du paragraphe 1, l'instrument déposé par une organisation d'intégration économique régionale ne s'ajoute pas à ceux qui sont déposés par les États membres de cette organisation.

3. A l'égard de chaque État ou organisation d'intégration économique régionale qui ratifie, accepte ou approuve le présent Protocole ou y

deposit of the sixteenth instrument of ratification, acceptance, approval or accession, the Protocol shall enter into force on the ninetieth day after the date of deposit by such State or organization of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession.

Article 28

Reservations

No reservations may be made to this Protocol.

Article 29

Withdrawal

At any time after three years from the date on which this Protocol has come into force with respect to a Party, that Party may withdraw from the Protocol by giving written notification to the Depositary. Any such withdrawal shall take effect on the ninetieth day after the date of its receipt by the Depositary.

Article 30

Authentic texts

The original of this Protocol, of which the English, French and Russian texts are equally authentic, shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Protocol.

DONE at Kiev, this twenty-first day of May, two thousand and three.

adhère après le dépôt du seizième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le Protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date du dépôt par cet État ou cette organisation de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 28

Réserves

Aucune réserve ne peut être faite au présent Protocole.

Article 29

Dénonciation

À tout moment après l'expiration d'un délai de trois ans commençant à courir à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard d'une Partie, cette Partie peut dénoncer l'instrument par notification écrite adressée au Dépositaire. Cette dénonciation prend effet le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de réception de sa notification par le Dépositaire.

Article 30

Textes authentiques

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, français et russe sont également authentiques, est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Kiev, le 21 mai deux mille trois.

Het Verdrag is ondertekend voor:

Armenië	21 mei 2003
België ¹⁾	21 mei 2003
Bosnië-Herzegovina	21 mei 2003
Bulgarije	21 mei 2003
Cyprus	21 mei 2003
Denemarken ²⁾	21 mei 2003
Duitsland	21 mei 2003
de Europese Gemeenschap	21 mei 2003
Estland	21 mei 2003
Finland	21 mei 2003
Frankrijk	21 mei 2003
Georgië	21 mei 2003
Griekenland	21 mei 2003
Hongarije	21 mei 2003
Ierland	21 mei 2003
Italië	21 mei 2003
het Koninkrijk der Nederlanden	21 mei 2003
Kroatië	23 mei 2003
Letland	21 mei 2003
Litouwen	21 mei 2003
Luxemburg	21 mei 2003
de Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië	21 mei 2003
Moldavië	21 mei 2003
Noorwegen	21 mei 2003
Oekraïne	21 mei 2003
Oostenrijk	21 mei 2003
Polen	21 mei 2003
Portugal	21 mei 2003
Roemenië	21 mei 2003
Servië en Montenegro	21 mei 2003
Slovenië	22 mei 2003
Spanje	21 mei 2003
Tadzjikistan	21 mei 2003
Tsjechië	21 mei 2003
het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brit- tannië en Noord-Ierland	21 mei 2003
Zweden	21 mei 2003
Zwitserland	21 mei 2003

¹⁾ Onder de volgende verklaring:

“This signature engages also the Walloon region, the Flemish region, and the Brussels-Capital region.”

²⁾ Onder de volgende verklaring:

“Both the Faroe Islands and Greenland are self-governing under Home Rule Acts, which implies inter alia that environmental affairs in general and the areas

covered by the Protocol are governed by the right of self-determination.
Signing by Denmark of the Protocol, therefore, does not necessarily mean that Danish ratification will in due course include the Faroe Islands and Greenland.”.

Annex I

Activities

No.	Activity	Capacity threshold (column 1)	Employee threshold (column 2)
1. Energy sector			
(a)	Mineral oil and gas refineries	*	10 employees
(b)	Installations for gasification and liquefaction	*	
(c)	Thermal power stations and other combustion installations	With a heat input of 50 megawatts (MW)	
(d)	Coke ovens	*	
(e)	Coal rolling mills	With a capacity of 1 ton per hour	
(f)	Installations for the manufacture of coal products and solid smokeless fuel	*	
2. Production and processing of metals			
(a)	Metal ore (including sulphide ore) roasting or sintering installations	*	
(b)	Installations for the production of pig iron or steel (primary or secondary melting) including continuous casting	With a capacity of 2.5 tons per hour	
(c)	Installations for the processing of ferrous metals:		

Annexe I

Activités

N°	Activité	Seuil d'activité (colonne 1)	Seuil fondé sur le nombre d'employés (colonne 2)
1. Secteur de l'énergie			
a)	Raffineries de pétrole et de gaz	*	10 employés
b)	Installations de gazéification et de liquéfaction	*	
c)	Centrales thermiques et autres installations de combustion	Avec un apport thermique de 50 mégawatts (MW)	
d)	Cokeries	*	
e)	Broyeurs à charbon	Avec une capacité d'une tonne par heure	
f)	Installations pour la fabrication des produits à base de charbon et de combustibles non fumigènes solides	*	
2. Production et transformation des métaux			
a)	Installations de grillage ou de frittage de minerai métallique (y compris de minerai sulfuré)	*	
b)	Installations pour la production de fonte ou d'acier (de première ou seconde fusion) notamment en coulée continue	Avec une capacité de 2,5 tonnes par heure	
c)	Installations destinées à la transformation des métaux ferreux:		

No.	Activity	Capacity threshold (column 1)	Employee threshold (column 2)
	(i) Hot-rolling mills (ii) Smitheries with hammers (iii) Application of protective fused metal coats	With a capacity of 20 tons of crude steel per hour With an energy of 50 kilojoules per hammer, where the calorific power used exceeds 20 MW With an input of 2 tons of crude steel per hour	10 employees
(d)	Ferrous metal foundries	With a production capacity of 20 tons per day	
(e)	Installations: (i) For the production of non-ferrous crude metals from ore, concentrates or secondary raw materials by metallurgical, chemical or electrolytic processes (ii) For the smelting, including the alloying, of non-ferrous metals, including recovered products (refining, foundry casting, etc.)	* With a melting capacity of 4 tons per day for lead and cadmium or 20 tons per day for all other metals	
(f)	Installations for surface treatment of metals and plastic materials using an electrolytic or chemical process	Where the volume of the treatment vats equals 30 m ³	
3. Mineral industry			
(a)	Underground mining and related operations	*	

N°	Activité	Seuil d'activité (colonne 1)	Seuil fondé sur le nombre d'employés (colonne 2)
	i) Par laminage à chaud ii) Par forgeage à l'aide de marteaux iii) Application de couches de protection de métal en fusion	Avec une capacité de 20 tonnes d'acier brut par heure Avec une énergie de frappe de 50 kilojoules par marteau, lorsque la puissance calorifique mise en œuvre est supérieure à 20 MW Avec une capacité de traitement de 2 tonnes d'acier brut par heure	10 employés
d)	Fonderies de métaux ferreux	Avec une capacité de production de 20 tonnes par jour	
e)	Installations: i) Destinées à la production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés ou de matières premières secondaires par procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques ii) Destinées à la fusion, y compris l'alliage, de métaux non ferreux, incluant des produits de récupération (affinage, moulage en fonderie, etc.)	* Avec une capacité de fusion de 4 tonnes par jour pour le plomb et le cadmium ou 20 tonnes par jour pour tous les autres métaux	
f)	Installations de traitement de surface de métaux et matières plastiques utilisant un procédé électrolytique ou chimique	Lorsque le volume des cuves affecté au traitement est égal à 30 m ³	
3. Industrie minérale			
a)	Extraction souterraine et opérations connexes	*	

No.	Activity	Capacity threshold (column 1)	Employee threshold (column 2)
(b)	Opencast mining	Where the surface of the area being mined equals 25 hectares	
(c)	Installations for the production of: (i) Cement clinker in rotary kilns (ii) Lime in rotary kilns (iii) Cement clinker or lime in other furnaces	With a production capacity of 500 tons per day With a production capacity exceeding 50 tons per day With a production capacity of 50 tons per day	10 employees
(d)	Installations for the production of asbestos and the manufacture of asbestos-based products	*	
(e)	Installations for the manufacture of glass, including glass fibre	With a melting capacity of 20 tons per day	
(f)	Installations for melting mineral substances, including the production of mineral fibres	With a melting capacity of 20 tons per day	
(g)	Installations for the manufacture of ceramic products by firing, in particular roofing tiles, bricks, refractory bricks, tiles, stoneware or porcelain	With a production capacity of 75 tons per day, or with a kiln capacity of 4 m ³ and with a setting density per kiln of 300 kg/m ³	

N°	Activité	Seuil d'activité (colonne 1)	Seuil fondé sur le nombre d'employés (colonne 2)
b)	Extraction à ciel ouvert	Lorsque la superficie du site est égale à 25 hectares	10 employés
c)	Installations destinées à la production: i) De clinker (ciment) dans des fours rotatifs ii) De chaux dans des fours rotatifs iii) De clinker ou de chaux dans d'autres types de fours	Avec une capacité de production de 500 tonnes par jour Avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour Avec une capacité de production de 50 tonnes par jour	
d)	Installations destinées à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante	*	
e)	Installations destinées à la fabrication du verre, y compris celles destinées à la fabrication de fibres de verre	Avec une capacité de fusion de 20 tonnes par jour	
f)	Installations destinées à la fusion de matières minérales, y compris celles destinées à la production de fibres minérales	Avec une capacité de fusion de 20 tonnes par jour	
g)	Installations destinées à la fabrication de produits céramiques par cuisson, notamment de tuiles, de briques (simples ou réfractaires), de carrelages, de grès ou de porcelaines	Avec une capacité de production de 75 tonnes par jour, ou une capacité de four de 4 m ³ et avec une densité d'empilage de 300 kg/m ³ par four	

No.	Activity	Capacity threshold (column 1)	Employee threshold (column 2)
4. Chemical industry			
(a)	Chemical installations for the production on an industrial scale of basic organic chemicals, such as: (i) Simple hydrocarbons (linear or cyclic, saturated or unsaturated, aliphatic or aromatic) (ii) Oxygen-containing hydrocarbons such as alcohols, aldehydes, ketones, carboxylic acids, esters, acetates, ethers, peroxides, epoxy resins (iii) Sulphurous hydrocarbons (iv) Nitrogenous hydrocarbons such as amines, amides, nitrous compounds, nitro compounds or nitrate compounds, nitriles, cyanates, isocyanates (v) Phosphorus-containing hydrocarbons (vi) Halogenic hydrocarbons (vii) Organometallic compounds (viii) Basic plastic materials (polymers, synthetic fibres and cellulose-based fibres) (ix) Synthetic rubbers (x) Dyes and pigments (xi) Surface-active agents and surfactants.	*	10 employees

No.	Activity	Capacity threshold (column 1)	Employee threshold (column 2)
(b)	<p>Chemical installations for the production on an industrial scale of basic inorganic chemicals, such as:</p> <p>(i) Gases, such as ammonia, chlorine or hydrogen chloride, fluorine or hydrogen fluoride, carbon oxides, sulphur compounds, nitrogen oxides, hydrogen, sulphur dioxide, carbonyl chloride</p> <p>(ii) Acids, such as chromic acid, hydrofluoric acid, phosphoric acid, nitric acid, hydrochloric acid, sulphuric acid, oleum, sulphurous acids</p> <p>(iii) Bases, such as ammonium hydroxide, potassium hydroxide, sodium hydroxide</p> <p>(iv) Salts, such as ammonium chloride, potassium chlorate, potassium carbonate, sodium carbonate, perborate, silver nitrate</p> <p>(v) Non-metals, metal oxides or other inorganic compounds such as calcium carbide, silicon, silicon carbide</p>	*	10 employees

N°	Activité	Seuil d'activité (colonne 1)	Seuil fondé sur le nombre d'employés (colonne 2)
b)	Installations chimiques destinées à la fabrication industrielle de produits chimiques inorganiques de base, tels que: i) Gaz, notamment ammoniac, chlore ou chlorure d'hydrogène, fluor ou fluorure d'hydrogène, oxydes de carbone, composés soufrés, oxydes d'azote, hydrogène, dioxyde de soufre, dichlorure de carbonyle ii) Acides, notamment acide chromique, acide fluorhydrique, acide phosphorique, acide nitrique, acide chlorhydrique, acide sulfurique, oléum, acides sulfurés iii) Bases, notamment hydroxyde d'ammonium, hydroxyde de potassium, hydroxyde de sodium iv) Sels, notamment chlorure d'ammonium, chlorate de potassium, carbonate de potassium, carbonate de sodium, perborate, nitrate d'argent v) Non-métaux, oxydes métalliques ou autres composés inorganiques, tels que carbure de calcium, silicium, carbure de silicium	*	10 employés

No.	Activity	Capacity threshold (column 1)	Employee threshold (column 2)
(c)	Chemical installations for the production on an industrial scale of phosphorous-, nitrogen- or potassium-based fertilizers (simple or compound fertilizers)	*	10 employees
(d)	Chemical installations for the production on an industrial scale of basic plant health products and of biocides	*	
(e)	Installations using a chemical or biological process for the production on an industrial scale of basic pharmaceutical products	*	
(f)	Installations for the production on an industrial scale of explosives and pyrotechnic products	*	
5. Waste and waste-water management			
(a)	Installations for the incineration, pyrolysis, recovery, chemical treatment or landfilling of hazardous waste	Receiving 10 tons per day	
(b)	Installations for the incineration of municipal waste	With a capacity of 3 tons per hour	
(c)	Installations for the disposal of non-hazardous waste	With a capacity of 50 tons per day	

N°	Activité	Seuil d'activité (colonne 1)	Seuil fondé sur le nombre d'employés (colonne 2)
c)	Installations chimiques destinées à la fabrication industrielle d'engrais à base de phosphore, d'azote ou de potassium (engrais simples ou composés)	*	10 employés
d)	Installations chimiques destinées à la fabrication industrielle de produits de base phytosanitaires et de biocides	*	
e)	Installations utilisant un procédé chimique ou biologique pour la fabrication industrielle de produits pharmaceutiques de base	*	
f)	Installations destinées à la fabrication industrielle d'explosifs et de produits pyrotechniques	*	
5. Gestion des déchets et eaux usées			
a)	Installations destinées à l'incinération, la pyrolyse, la valorisation, le traitement chimique ou la mise en décharge des déchets dangereux	Recevant 10 tonnes par jour	
b)	Installations pour l'incinération des déchets municipaux	Avec une capacité de 3 tonnes par heure	
c)	Installations pour l'élimination des déchets non dangereux	Avec une capacité de 50 tonnes par jour	

No.	Activity	Capacity threshold (column 1)	Employee threshold (column 2)
(d)	Landfills (excluding landfills of inert waste)	Receiving 10 tons per day or with a total capacity of 25,000 tons	10 employees
(e)	Installations for the disposal or recycling of animal carcasses and animal waste	With a treatment capacity of 10 tons per day	
(f)	Municipal waste-water treatment plants	With a capacity of 100,000 population equivalents	
(g)	Independently operated industrial waste-water treatment plants which serve one or more activities of this annex	With a capacity of 10,000 m ³ per day	
6. Paper and wood production and processing			
(a)	Industrial plants for the production of pulp from timber or similar fibrous materials	*	10 employees
(b)	Industrial plants for the production of paper and board and other primary wood products (such as chipboard, fibreboard and plywood)	With a production capacity of 20 tons per day	
(c)	Industrial plants for the preservation of wood and wood products with chemicals	With a production capacity of 50 m ³ per day	

N°	Activité	Seuil d'activité (colonne 1)	Seuil fondé sur le nombre d'employés (colonne 2)
d)	Décharges (à l'exclusion des décharges de déchets inertes)	Recevant 10 tonnes par jour ou avec une capacité totale de 25 000 tonnes	10 employés
e)	Installations destinées à l'élimination ou au recyclage de carcasses et de déchets d'animaux	Avec une capacité de traitement de 10 tonnes par jour	
f)	Installations municipales d'épuration des eaux usées	Avec une capacité de 100 000 équivalents-habitants	
g)	Installations industrielles autonomes d'épuration des eaux usées issues de l'une ou de plusieurs des activités figurant dans la présente annexe	Avec une capacité de 10 000 m ³ par jour	
6. Fabrication et transformation du papier et du bois			
a)	Installations industrielles destinées à la fabrication de pâte à papier à partir de bois ou d'autres matières fibreuses	*	10 employés
b)	Installations industrielles destinées à la fabrication de papier et de carton et d'autres produits dérivés du bois (tels que l'aggloméré, le panneau de fibres ou le contreplaqué)	Avec une capacité de production de 20 tonnes par jour	
c)	Installations industrielles destinées à la conservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de substances chimiques	Avec une capacité de 50 m ³ par jour	

No.	Activity	Capacity threshold (column 1)	Employee threshold (column 2)
7. Intensive livestock production and aquaculture			
(a)	Installations for the intensive rearing of poultry or pigs	(i) With 40,000 places for poultry (ii) With 2,000 places for production pigs (over 30 kg) (iii) With 750 places for sows	10 employees
(b)	Intensive aquaculture	1,000 tons of fish and shellfish per year	
8. Animal and vegetable products from the food and beverage sector			
(a)	Slaughterhouses	With a carcass production capacity of 50 tons per day	10 employees
(b)	Treatment and processing intended for the production of food and beverage products from:		
	(i) Animal raw materials (other than milk) (ii) Vegetable raw materials	With a finished product production capacity of 75 tons per day With a finished product production capacity of 300 tons per day (average value on a quarterly basis)	
(c)	Treatment and processing of milk	With a capacity to receive 200 tons of milk per day (average value on an annual basis)	

N°	Activité	Seuil d'activité (colonne 1)	Seuil fondé sur le nombre d'employés (colonne 2)
7. Élevage intensif et aquaculture			
a)	Installations destinées à l'élevage intensif de volailles ou de porcs	i) Disposant de 40 000 emplacements pour la volaille ii) Disposant de 2 000 emplacements pour porcs de production (plus de 30 kg) iii) Disposant de 750 emplacements pour truies	10 employés
b)	Aquaculture intensive	1 000 tonnes de poissons et de crustacés par an	
8. Produits d'origine animale et végétale issus de l'industrie alimentaire et des boissons			
a)	Abattoirs	Avec une capacité de production de carcasses de 50 tonnes par jour	10 employés
b)	Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires et de boissons à partir de:		
	i) Matières premières animales (autres que le lait) ii) Matières premières végétales	Avec une capacité de production de produits finis de 75 tonnes par jour Avec une capacité de production de produits finis de 300 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base trimestrielle)	
c)	Traitement et transformation du lait	Avec une quantité de lait reçue égale à 200 tonnes par jour (valeur moyenne sur une base annuelle)	

No.	Activity	Capacity threshold (column 1)	Employee threshold (column 2)
9. Other activities			
(a)	Plants for the pretreatment (operations such as washing, bleaching, mercerization) or dyeing of fibres or textiles	With a treatment capacity of 10 tons per day	10 employees
(b)	Plants for the tanning of hides and skins	With a treatment capacity of 12 tons of finished product per day	
(c)	Installations for the surface treatment of substances, objects or products using organic solvents, in particular for dressing, printing, coating, degreasing, waterproofing, sizing, painting, cleaning or impregnating	With a consumption capacity of 150 kg per hour or 200 tons per year	
(d)	Installations for the production of carbon (hard-burnt coal) or electrographite by means of incineration or graphitization	*	
(e)	Installations for the building of, and painting or removal of paint from ships	With a capacity for ships 100 m long	

Explanatory notes:

Column 1 contains the capacity thresholds referred to article 7, paragraph 1 (a).

An asterisk (*) indicates that no capacity threshold is applicable (all facilities are subject to reporting).

N°	Activité	Seuil d'activité (colonne 1)	Seuil fondé sur le nombre d'employés (colonne 2)
9. Autres activités			
a)	Installations destinées au traitement (opérations de lavage, blanchiment, mercerisage) ou à la teinture de fibres ou de textiles	Avec une capacité de traitement de 10 tonnes par jour	10 employés
b)	Tanneries	Avec une capacité de traitement de 12 tonnes de produits finis par jour	
c)	Installations destinées au traitement de surface de matières, d'objets ou de produits, et ayant recours à l'utilisation de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de revêtement, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation	Avec une capacité de consommation de 150 kg par heure ou de 200 tonnes par an	
d)	Installations destinées à la fabrication de carbone (charbon dur) ou d'électrographite par combustion ou graphitisation	*	
e)	Installations destinées à la construction, à la peinture ou au décapage de bateaux	Avec une capacité d'accueil de bateaux de 100 m de long	

Notes explicatives:

La colonne 1 indique les seuils d'activités visés au paragraphe 1 a) de l'article 7.

L'astérisque (*) indique qu'aucun seuil d'activité n'est applicable (toutes les installations sont soumises à notification).

Column 2 contains the employee threshold referred to in article 7, paragraph 1 (b).

“10 employees” means the equivalent of 10 full-time employees.

Annex II

Pollutants

No.	CAS number	Pollutant	Threshold for releases (column 1)			Threshold for off-site transfers of pollutants (column 2)	Manufacture, process or use threshold (column 3)
			to air (column 1a)	to water (column 1b)	to land (column 1c)		
			kg/year	kg/year	kg/year		
1	74-82-8	Methane (CH ₄)	100 000	–	–	–	*
2	630-08-0	Carbon monoxide (CO)	500 000	–	–	–	*
3	124-38-9	Carbon dioxide (CO ₂)	100 million	–	–	–	*
4		Hydro-fluorocarbons (HFCs)	100	–	–	–	*
5	10024-97-2	Nitrous oxide (N ₂ O)	10 000	–	–	–	*
6	7664-41-7	Ammonia (NH ₃)	10 000	–	–	–	10 000
7		Non-methane volatile organic compounds (NMVOC)	100 000	–	–	–	*
8		Nitrogen oxides (NO _x /NO ₂)	100 000	–	–	–	*
9		Perfluorocarbons (PFCs)	100	–	–	–	*
10	2551-62-4	Sulphur hexafluoride (SF ₆)	50	–	–	–	*

La colonne 2 indique le seuil en fonction du nombre d'employés visé au paragraphe 1 b) de l'article 7.

La mention «10 employés» signifie l'équivalent de 10 employés à plein temps.

Annexe II

Polluants

N°	Numéro CAS	Polluant	Seuil de rejet (colonne 1)			Seuil de transfert de polluants hors du site (colonne 2)	Seuil de fabrication, de transformation ou d'utilisation (colonne 3)
			Dans l'atmosphère (colonne 1a)	Dans l'eau (colonne 1b)	Dans le sol (colonne 1c)		
			(kg/an)	(kg/an)	(kg/an)		
1	74-82-8	Méthane (CH ₄)	100 000	–	–	–	*
2	630-08-0	Monoxyde de carbone (CO ₂)	500 000	–	–	–	*
3	124-38-9	Dioxyde de carbone (CO ₂)	100 000 000	–	–	–	*
4		Hydrofluorocarbones (HFC)	100	–	–	–	*
5	10024-97-2	Protoxyde d'azote (N ₂ O)	10 000	–	–	–	*
6	7664-41-7	Ammoniac (NH ₃)	10 000	–	–	–	10 000
7		Composés organiques volatils autres que le méthane (COVNM)	100 000	–	–	–	*
8		Oxydes d'azote (NO _x /NO ₂)	100 000	–	–	–	*
9		Perfluorocarbones	100	–	–	–	*
10	2551-62-4	Hexafluorure de soufre (SF ₆)	50	–	–	–	*

No.	CAS number	Pollutant	Threshold for releases (column 1)			Threshold for off-site transfers of pollutants (column 2)	Manufacture, process or use threshold (column 3)
			to air (column 1a)	to water (column 1b)	to land (column 1c)		
			kg/year	kg/year	kg/year		
11		Sulphur oxides (SO _x /SO ₂)	150 000	–	–	–	*
12		Total nitrogen	–	50 000	50 000	10 000	10 000
13		Total phosphorus	–	5 000	5 000	10 000	10 000
14		Hydrochlorofluorocarbons (HCFCs)	1	–	–	100	10 000
15		Chlorofluorocarbons (CFCs)	1	–	–	100	10 000
16		Halons	1	–	–	100	10 000
17	7440-38-2	Arsenic and compounds (as As)	20	5	5	50	50
18	7440-43-9	Cadmium and compounds (as Cd)	10	5	5	5	5
19	7440-47-3	Chromium and compounds (as Cr)	100	50	50	200	10 000
20	7440-50-8	Copper and compounds (as Cu)	100	50	50	500	10 000
21	7439-97-6	Mercury and compounds (as Hg)	10	1	1	5	5
22	7440-02-0	Nickel and compounds (as Ni)	50	20	20	500	10 000
23	7439-92-1	Lead and compounds (as Pb)	200	20	20	50	50
24	7440-66-6	Zinc and compounds (as Zn)	200	100	100	1 000	10 000
25	15972-60-8	Alachlor	–	1	1	5	10 000

N°	Numéro CAS	Polluant	Seuil de rejet (colonne 1)			Seuil de transfert de polluants hors du site (colonne 2)	Seuil de fabrication, de transformation ou d'utilisation (colonne 3)
			Dans l'atmosphère (colonne 1a)	Dans le milieu aquatique (colonne 1b)	Dans le sol (colonne 1c)		
			(kg/an)	(kg/an)	(kg/an)		
11		Oxydes de soufre (SO _x /SO ₂)	150 000	–	–	–	*
12		Azote total	–	50 000	50 000	10 000	10 000
13		Phosphore total	–	5 000	5 000	10 000	10 000
14		Hydrochlorofluorocarbones (HCFC)	1	–	–	100	10 000
15		Chlorofluorocarbones (CFC)	1	–	–	100	10 000
16		Halons	1	–	–	100	10 000
17	7440-38-2	Arsenic et composés (en As)	20	5	5	50	50
18	7440-43-9	Cadmium et composés (en Cd)	10	5	5	5	5
19	7440-47-3	Chrome et composés (en Cr)	100	50	50	200	10 000
20	7440-50-8	Cuivre et composés (en Cu)	100	50	50	500	10 000
21	7439-97-6	Mercure et composés (en Hg)	10	1	1	5	5
22	7440-02-0	Nickel et composés (en Ni)	50	20	20	500	10 000
23	7439-92-1	Plomb et composés (en Pb)	200	20	20	50	50
24	7440-66-6	Zinc et composés (en Zn)	200	100	100	1 000	10 000
25	15972-60-8	Alachlore	–	1	1	5	10 000

No.	CAS number	Pollutant	Threshold for releases (column 1)			Threshold for off-site transfers of pollutants (column 2)	Manufacture, process or use threshold (column 3)
			to air (column 1a)	to water (column 1b)	to land (column 1c)		
			kg/year	kg/year	kg/year		
26	309-00-2	Aldrin	1	1	1	1	1
27	1912-24-9	Atrazine	–	1	1	5	10 000
28	57-74-9	Chlordane	1	1	1	1	1
29	143-50-0	Chlordecone	1	1	1	1	1
30	470-90-6	Chlorfenvinphos	–	1	1	5	10 000
31	85535-84-8	Chloro-alkanes, C ₁₀ -C ₁₃	–	1	1	10	10 000
32	2921-88-2	Chlorpyrifos	–	1	1	5	10 000
33	50-29-3	DDT	1	1	1	1	1
34	107-06-2	1,2-dichloroethane (EDC)	1 000	10	10	100	10 000
35	75-09-2	Dichloromethane (DCM)	1 000	10	10	100	10 000
36	60-57-1	Dieldrin	1	1	1	1	1
37	330-54-1	Diuron	–	1	1	5	10 000
38	115-29-7	Endosulphan	–	1	1	5	10 000
39	72-20-8	Endrin	1	1	1	1	1
40		Halogenated organic compounds (as AOX)	–	1 000	1 000	1 000	10 000
41	76-44-8	Heptachlor	1	1	1	1	1
42	118-74-1	Hexachlorobenzene (HCB)	10	1	1	1	5

N°	Numéro CAS	Polluant	Seuil de rejet (colonne 1)			Seuil de transfert de polluants hors du site (colonne 2)	Seuil de fabrication, de transformation ou d'utilisation (colonne 3)
			Dans l'atmosphère (colonne 1a)	Dans le milieu aquatique (colonne 1b)	Dans le sol (colonne 1c)		
			(kg/an)	(kg/an)	(kg/an)		
26	309-00-2	Aldrine	1	1	1	1	1
27	1912-24-9	Atrazine	–	1	1	5	10 000
28	57-74-9	Chlordane	1	1	1	1	1
29	143-50-0	Chlordécone	1	1	1	1	1
30	470-90-6	Chlorfenvinphos	–	1	1	5	10 000
31	85535-84-8	Chloroalcanes, C ₁₀ -C ₁₃	–	1	1	10	10 000
32	2921-88-2	Chlorpyrifos	–	1	1	5	10 000
33	50-29-3	DDT	1	1	1	1	1
34	107-06-2	1,2-dichloroéthane (EDC)	1 000	10	10	100	10 000
35	75-09-2	Dichlorométhane (DCM)	1 000	10	10	100	10 000
36	60-57-1	Dieldrine	1	1	1	1	1
37	330-54-1	Diuron	–	1	1	5	10 000
38	115-29-7	Endosulphan	–	1	1	5	10 000
39	72-20-8	Endrine	1	1	1	1	1
40		Composés organiques halogénés (en AOX)	–	1 000	1 000	1 000	10 000
41	76-44-8	Heptachlore	1	1	1	1	1
42	118-74-1	Hexachlorobenzène (HCB)	10	1	1	1	5

No.	CAS number	Pollutant	Threshold for releases (column 1)			Threshold for off-site transfers of pollutants (column 2)	Manufacture, process or use threshold (column 3)
			to air (column 1a)	to water (column 1b)	to land (column 1c)		
			kg/year	kg/year	kg/year		
43	87-68-3	Hexachlorobutadiene (HCBBD)	–	1	1	5	10 000
44	608-73-1	1,2,3,4,5,6-hexachlorocyclohexane (HCH)	10	1	1	1	10
45	58-89-9	Lindane	1	1	1	1	1
46	2385-85-5	Mirex	1	1	1	1	1
47		PCDD +PCDF (dioxins +furans) (as Teq)	0.001	0.001	0.001	0.001	0.001
48	608-93-5	Pentachlorobenzene	1	1	1	5	50
49	87-86-5	Pentachlorophenol (PCP)	10	1	1	5	10 000
50	1336-36-3	Polychlorinated biphenyls (PCBs)	0.1	0.1	0.1	1	50
51	122-34-9	Simazine	–	1	1	5	10 000
52	127-18-4	Tetrachloroethylene (PER)	2 000	–	–	1 000	10 000
53	56-23-5	Tetrachloromethane (TCM)	100	–	–	1 000	10 000
54	12002-48-1	Trichlorobenzenes (TCBs)	10	–	–	1 000	10 000
55	71-55-6	1,1,1-trichloroethane	100	–	–	1 000	10 000
56	79-34-5	1,1,2,2-tetrachloroethane	50	–	–	1 000	10 000

N°	Numéro CAS	Polluant	Seuil de rejet (colonne 1)			Seuil de transfert de polluants hors du site (colonne 2)	Seuil de fabrication, de transformation ou d'utilisation (colonne 3)
			Dans l'atmosphère (colonne 1a)	Dans le milieu aquatique (colonne 1b)	Dans le sol (colonne 1c)		
			(kg/an)	(kg/an)	(kg/an)	(kg/an)	(kg/an)
43	87-68-3	Hexachlorobutadiène (HCBD)	–	1	1	5	10 000
44	608-73-1	1,2,3,4,5,6-hexachlorocyclohexane (HCH)	10	1	1	1	10
45	58-89-9	Lindane	1	1	1	1	1
46	2385-85-5	Mirex	1	1	1	1	1
47		PCDD+PCDF (dioxines + furannes) (en Teq)	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001
48	608-93-5	Pentachlorobenzène	1	1	1	5	50
49	87-86-5	Pentachlorophénol (PCP)	10	1	1	5	10 000
50	1336-36-3	Biphényles polychlorés (PCB)	0,1	0,1	0,1	1	50
51	122-34-9	Simazine	–	1	1	5	10 000
52	127-18-4	Tétrachloroéthylène (PER)	2 000	–	–	1 000	10 000
53	56-23-5	Tétrachlorométhane (TCM)	100	–	–	1 000	10 000
54	12002-48-1	Trichlorobenzènes (TCB)	10	–	–	1 000	10 000
55	71-55-6	1,1,1-trichloroéthane	100	–	–	1 000	10 000
56	79-34-5	1,1,2,2-tétrachloroéthane	50	–	–	1 000	10 000

No.	CAS number	Pollutant	Threshold for releases (column 1)			Threshold for off-site transfers of pollutants (column 2)	Manufacture, process or use threshold (column 3)
			to air (column 1a)	to water (column 1b)	to land (column 1c)		
			kg/year	kg/year	kg/year		
57	79-01-6	Trichloroethylene	2 000	–	–	1 000	10 000
58	67-66-3	Trichloromethane	500	–	–	1 000	10 000
59	8001-35-2	Toxaphene	1	1	1	1	1
60	75-01-4	Vinyl chloride	1 000	10	10	100	10 000
61	120-12-7	Anthracene	50	1	1	50	50
62	71-43-2	Benzene	1 000	200 (as BTEX) ^{a)}	200 (as BTEX) ^{a)}	2 000 (as BTEX) ^{a)}	10 000
63		Brominated diphenylethers (PBDE)	–	1	1	5	10 000
64		Nonylphenol ethoxylates (NP/NPEs) and related substances	–	1	1	5	10 000
65	100-41-4	Ethyl benzene	–	200 (as BTEX) ^{a)}	200 (as BTEX) ^{a)}	2 000 (as BTEX) ^{a)}	10 000
66	75-21-8	Ethylene oxide	1 000	10	10	100	10 000
67	34123-59-6	Isoproturon	–	1	1	5	10 000
68	91-20-3	Naphthalene	100	10	10	100	10 000
69		Organotin compounds (as total Sn)	–	50	50	50	10 000
70	117-81-7	Di-(2-ethyl hexyl) phthalate (DEHP)	10	1	1	100	10 000

N°	Numéro CAS	Polluant	Seuil de rejet (colonne 1)			Seuil de transfert de polluants hors du site (colonne 2)	Seuil de fabrication, de transformation ou d'utilisation (colonne 3)
			Dans l'atmosphère (colonne 1a)	Dans le milieu aquatique (colonne 1b)	Dans le sol (colonne 1c)		
			(kg/an)	(kg/an)	(kg/an)		
57	79-01-6	Trichloroéthylène	2 000	–	–	1 000	10 000
58	67-66-3	Trichlorométhane	500	–	–	1 000	10 000
59	8001-35-2	Toxaphène	1	1	1	1	1
60	75-01-4	Chlorure de vinyle	1 000	10	10	100	10 000
61	120-12-7	Anthracène	50	1	1	50	50
62	71-43-2	Benzène	1 000	200 (en BTEX) ^{a)}	200 (en BTEX) ^{a)}	2 000 (en BTEX) ^{a)}	10 000
63		Diphényléthers bromés (PBDE)	–	1	1	5	10 000
64		Éthoxylates de nonylphénol (NP/NPE) et substances associées	–	1	1	5	10 000
65	100-41-4	Éthylbenzène	–	200 (en BTEX) ^{a)}	200 (en BTEX) ^{a)}	2 000 (en BTEX) ^{a)}	10 000
66	75-21-8	Oxyde d'éthylène	1 000	10	10	100	10 000
67	34123-59-6	Isoproturon	–	1	1	5	10 000
68	91-20-3	Naphthalène	100	10	10	100	10 000
69		Composés organostanniques (en Sn total)	–	50	50	50	10 000
70	117-81-7	Phtalate de di-(2-éthylhexyl) (DEHP)	10	1	1	100	10 000

No.	CAS number	Pollutant	Threshold for releases (column 1)			Threshold for off-site transfers of pollutants (column 2)	Manufacture, process or use threshold (column 3)
			to air (column 1a)	to water (column 1b)	to land (column 1c)		
			kg/year	kg/year	kg/year		
71	108-95-2	Phenols (as total C)	–	20	20	200	10 000
72		Polycyclic aromatic hydrocarbons (PAHs) ^{b)}	50	5	5	50	50
73	108-88-3	Toluene	–	200 (as BTEX) ^{d)}	200 (as BTEX) ^{d)}	2 000 (as BTEX) ^{d)}	10 000
74		Tributyltin and compounds	–	1	1	5	10 000
75		Triphenyltin and compounds	–	1	1	5	10 000
76		Total organic carbon (TOC) (as total C or COD/3)	–	50 000	–	–	**
77	1582-09-8	Trifluralin	–	1	1	5	10 000
78	1330-20-7	Xylenes	–	200 (as BTEX) ^{d)}	200 (as BTEX) ^{d)}	2 000 (as BTEX) ^{d)}	10 000
79		Chlorides (as total Cl)	–	2 million	2 million	2 million	10 000 ^{e)}
80		Chlorine and inorganic compounds (as HCl)	10 000	–	–	–	10 000
81	1332-21-4	Asbestos	1	1	1	10	10 000
82		Cyanides (as total CN)	–	50	50	500	10 000

N°	Numéro CAS	Polluant	Seuil de rejet (colonne 1)			Seuil de transfert de polluants hors du site (colonne 2)	Seuil de fabrication, de transformation ou d'utilisation (colonne 3)
			Dans l'atmosphère (colonne 1a)	Dans le milieu aquatique (colonne 1b)	Dans le sol (colonne 1c)		
			(kg/an)	(kg/an)	(kg/an)		
71	108-95-2	Phénols (en C total)	–	20	20	200	10 000
72		Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ^{b)}	50	5	5	50	50
73	108-88-3	Toluène	–	200 (en BTEX) ^{a)}	200 (en BTEX) ^{a)}	2 000 (en BTEX) ^{a)}	10 000
74		Tributylétain et composés	–	1	1	5	10 000
75		Triphénylétain et composés	–	1	1	5	10 000
76		Carbone organique total (en C total, ou DCO/3)	–	50 000	–	–	**
77	1582-09-8	Trifluraline	–	1	1	5	10 000
78	1330-20-7	Xylènes	–	200 (en BTEX) ^{a)}	200 (en BTEX) ^{a)}	2 000 (en BTEX) ^{a)}	10 000
79		Chlorures (en Cl total)	–	2 000 000	2 000 000	2 000 000	10 000 ^{c)}
80		Chlore et composés inorganiques (en HCl)	10 000	–	–	–	10 000
81	1332-21-4	Amiante	1	1	1	10	10 000
82		Cyanures (en CN total)	–	50	50	500	10 000

No.	CAS number	Pollutant	Threshold for releases (column 1)			Threshold for off-site transfers of pollutants (column 2)	Manufacture, process or use threshold (column 3)
			to air (column 1a)	to water (column 1b)	to land (column 1c)		
			kg/year	kg/year	kg/year		
83		Fluorides (as total F)	–	2 000	2 000	10 000	10 000 ⁹⁾
84		Fluorine and inorganic compounds (as HF)	5 000	–	–	–	10 000
85	74-90-8	Hydrogen cyanide (HCN)	200	–	–	–	10 000
86		Particulate matter (PM10)	50 000	–	–	– *	

Explanatory notes:

The CAS number of the pollutant means the precise identifier in Chemical Abstracts Service.

Column 1 contains the thresholds referred to in article 7, paragraph 1 (a)(i) and (iv). If the threshold in a given sub-column (air, water or land) is exceeded, reporting of releases or, for pollutants in waste water destined for waste-water treatment, transfers to the environmental medium referred to in that sub-column is required with respect to the facility in question, for those Parties which have opted for a system of reporting pursuant to article 7, paragraph 1 (a).

Column 2 contains the thresholds referred to in article 7, paragraph 1 (a)(ii). If the threshold in this column is exceeded for a given pollutant, reporting of the off-site transfer of that pollutant is required with respect to the facility in question, for those Parties which have opted for a system of reporting pursuant to article 7, paragraph 1 (a)(ii).

Column 3 contains the thresholds referred to in article 7, paragraph 1(b). If the threshold in this column is exceeded for a given pollutant, reporting of the releases and off-site transfers of that pollutant is required with respect to the facility in question, for those Parties which have opted for a system of reporting pursuant to article 7, paragraph 1 (b).

N°	Numéro CAS	Polluant	Seuil de rejet (colonne 1)			Seuil de transfert de polluants hors du site (colonne 2)	Seuil de fabrication, de transformation ou d'utilisation (colonne 3)
			Dans l'atmosphère (colonne 1a)	Dans l'eau (colonne 1b)	Dans le sol (colonne 1c)		
			(kg/an)	(kg/an)	(kg/an)		
83		Fluorures (en F total)	–	2 000	2 000	10 000	10 000 ^c
84		Fluor et composés inorganiques (en HF)	5 000	–	–	–	10 000
85	74-90-8	Acide cyanhydrique (HCN)	200	–	–	–	10 000
86		Particules (MP ₁₀)	50 000	–	–	–	*

Notes explicatives:

Le numéro CAS du polluant renvoie à l'identificateur précis du Chemical Abstracts Service.

La colonne 1 indique les seuils visés aux alinéas *a i* et *iv* du paragraphe 1 de l'article 7. Si le seuil indiqué dans l'une des sous-colonnes (atmosphère, eau ou sol) est dépassé, les Parties qui ont opté pour le système de notification décrit à l'alinéa *a* du paragraphe 1 de l'article 7, sont tenues de notifier, pour l'installation considérée, les rejets ou, s'il s'agit de polluants présents dans des eaux usées destinées à faire l'objet d'une épuration, les transferts dans le milieu correspondant à cette sous-colonne.

La colonne 2 indique les seuils visés à l'alinéa *a ii* du paragraphe 1 de l'article 7. Si le seuil indiqué dans cette colonne est dépassé pour un polluant donné, les Parties qui ont opté pour le système de notification décrit à l'alinéa *a ii* du paragraphe 1 de l'article 7 sont tenues de notifier le transfert hors du site de ce polluant, pour l'installation considérée.

La colonne 3 indique les seuils visés à l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 7. Si le seuil indiqué dans cette colonne est dépassé pour un polluant donné, les Parties qui ont opté pour le système de notification décrit à l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 7 sont tenues de notifier les rejets et transferts hors du site de ce polluant, pour l'installation considérée.

A hyphen (-) indicates that the parameter in question does not trigger a reporting requirement.

An asterisk (...) indicates that, for this pollutant, the release threshold in column (1)(a) is to be used rather than a manufacture, process or use threshold.

A double asterisk (**) indicates that, for this pollutant, the release threshold in column (1)(b) is to be used rather than a manufacture, process or use threshold.

Footnotes:

^{a)} Single pollutants are to be reported if the threshold for BTEX (the sum parameter of benzene, toluene, ethyl benzene, xylene) is exceeded.

^{b)} Polycyclic aromatic hydrocarbons (PAHs) are to be measured as benzo(a)pyrene (50-32-8), benzo(b)fluoranthene (205-99-2), benzo(k)fluoranthene (207-08-9), indeno(1,2,3-cd)pyrene (193-39-5) (derived from the Protocol on Persistent Organic Pollutants to the Convention on Long-range Transboundary Air Pollution).

^{c)} As inorganic compounds.

Annex III

Part A

Disposal operations ('D')

- Deposit into or onto land (e.g. landfill)
- Land treatment (e.g. biodegradation of liquid or sludgy discards in soils)
 - Deep injection (e.g. injection of pumpable discards into wells, salt domes or naturally occurring repositories)
 - Surface impoundment (e.g. placement of liquid or sludge discards into pits, ponds or lagoons)
 - Specially engineered landfill (e.g. placement into lined discrete cells which are capped and isolated from one another and the environment)
- Release into a water body except seas/oceans
 - Release into seas/oceans including sea-bed insertion
 - Biological treatment not specified elsewhere in this annex which results in final compounds or mixtures which are discarded by means of any of the operations specified in this part
 - Physico-chemical treatment not specified elsewhere in this annex which results in final compounds or mixtures which are discarded by means of any of the operations specified in this part (e.g. evaporation, drying, calcination, neutralization, precipitation)

Un tiret (-) indique que le paramètre en question n'entraîne pas une obligation de notification.

Un astérisque (*) indique que, pour ce polluant, il convient d'appliquer le seuil de rejet précisé dans la colonne 1 a) de préférence à un seuil de fabrication, de transformation ou d'utilisation.

Un double astérisque (**) indique que, pour ce polluant, il convient d'appliquer le seuil de rejet précisé dans la colonne 1 b) de préférence à un seuil de fabrication, de transformation ou d'utilisation.

Notes de bas de page:

^{a)} Chacun des polluants est soumis à notification si le seuil fixé pour les substances BTEX (somme des rejets de benzène, toluène, éthylbenzène et xylène) est dépassé.

^{b)} Les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) à mesurer sont le benzo(a)pyrène (50-32-8), le benzo(b)fluoranthène (205-99-2), le benzo(k)fluoranthène (207-08-9) et l'indeno(1, 2,3-cd)pyrène (193-39-5) (comme indiqué dans le Protocole relatif aux polluants organiques persistants à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance).

^{c)} Exprimé en composés inorganiques.

Annexe III

Partie a

Opérations d'élimination («e»)

- Dépôt sur ou dans le sol (par exemple mise en décharge).
- Traitement en milieu terrestre (par exemple biodégradation de déchets liquides ou de boues dans les sols, etc.).
- Injection en profondeur (par exemple des déchets pompables dans des puits, des dômes de sel ou des failles géologiques naturelles).
- Lagunage (par exemple déversement de déchets liquides ou de boues dans des puits, des étangs ou des bassins).
- Mise en décharge spécialement aménagée (par exemple placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et isolées les unes des autres et de l'environnement).
- Rejet dans le milieu aquatique sauf l'immersion en mer.
- Immersion en mer, y compris enfouissement dans le sous-sol marin.
- Traitement biologique non spécifié ailleurs dans la présente annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés énumérés dans la présente partie.
- Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs dans la présente annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés énumérés dans la présente partie (par exemple évaporation, séchage, calcination, neutralisation, précipitation).

- Incineration on land
- Incineration at sea
- Permanent storage (e.g. emplacement of containers in a mine)

- Blending or mixing prior to submission to any of the operations specified in this part
- Repackaging prior to submission to any of the operations specified in this part
- Storage pending any of the operations specified in this part

Part B

Recovery operations ('R')

- Use as a fuel (other than in direct incineration) or other means to generate energy
- Solvent reclamation/regeneration
- Recycling/reclamation of organic substances which are not used as solvents
- Recycling/reclamation of metals and metal compounds

- Recycling/reclamation of other inorganic materials
- Regeneration of acids or bases
- Recovery of components used for pollution abatement
- Recovery of components from catalysts
- Used oil re-refining or other reuses of previously used oil
- Land treatment resulting in benefit to agriculture or ecological improvement
- Uses of residual materials obtained from any of the recovery operations specified above in this part
- Exchange of wastes for submission to any of the recovery operations specified above in this part
- Accumulation of material intended for any operation specified in this part.

Annex IV

Arbitration

1. In the event of a dispute being submitted for arbitration pursuant to article 23, paragraph 2, of this Protocol, a party or parties shall notify the other party or parties to the dispute by diplomatic means as well as the secretariat of the subject matter of arbitration and indicate, in particular, the articles of this Protocol whose interpretation or application is at issue. The secretariat shall forward the information received to all Parties to this Protocol.

- Incinération à terre.
- Incinération en mer.
- Stockage permanent (par exemple placement de conteneurs dans une mine).
- Regroupement préalablement à l'une des opérations de la partie A.
- Reconditionnement préalablement à l'une des opérations de la partie A.
- Stockage préalablement à l'une des opérations de la partie A.

Partie b

Opérations de récupération («r»)

- Utilisation comme combustible (autrement qu'en incinération directe) ou autre moyen de produire de l'énergie.
- Récupération ou régénération des solvants.
- Recyclage ou récupération de substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants.
- Recyclage ou récupération des métaux ou des composés métalliques.
- Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques.
- Régénération des acides ou des bases.
- Récupération des produits servant à capter les polluants.
- Récupération des produits provenant des catalyseurs.
- Régénération ou autres réemplois des huiles usées.
- Épandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie.
- Utilisation de matériaux résiduels obtenus à partir de l'une des opérations mentionnées dans la présente partie.
- Échange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations mentionnées dans la présente partie.
- Mise en réserve de matériaux en vue de les soumettre à l'une des opérations mentionnées dans la présente partie.

Annexe IV

Arbitrage

1. En cas de différend soumis pour arbitrage conformément au paragraphe 2 de l'article 23 du présent Protocole, une ou plusieurs parties notifient à l'autre ou aux autres parties au différend par la voie diplomatique ainsi qu'au secrétariat, l'objet du différend et précisent, notamment, les articles du présent Protocole dont l'interprétation ou l'application est en cause. Le secrétariat transmet les informations reçues à toutes les Parties au présent Protocole.

2. The arbitral tribunal shall consist of three members. Both the claimant party or parties and the other party or parties to the dispute shall appoint an arbitrator, and the two arbitrators so appointed shall designate by common agreement the third arbitrator, who shall be the president of the arbitral tribunal. The latter shall not be a national of one of the parties to the dispute, nor have his or her usual place of residence in the territory of one of these parties, nor be employed by any of them, nor have dealt with the case in any other capacity.

3. If the president of the arbitral tribunal has not been designated within two months of the appointment of the second arbitrator, the Executive Secretary of the Economic Commission for Europe shall, at the request of either party to the dispute, designate the president within a further two-month period.

4. If one of the parties to the dispute does not appoint an arbitrator within two months of the notification referred to in paragraph 1, the other party may so inform the Executive Secretary of the Economic Commission for Europe, who shall designate the president of the arbitral tribunal within a further two-month period. Upon designation, the president of the arbitral tribunal shall request the party which has not appointed an arbitrator to do so within two months. If it fails to do so within that period, the president shall so inform the Executive Secretary of the Economic Commission for Europe, who shall make this appointment within a further two-month period.

5. The arbitral tribunal shall render its decision in accordance with international law and the provisions of this Protocol.

6. Any arbitral tribunal constituted under the provisions set out in this annex shall draw up its own rules of procedure.

7. The decisions of the arbitral tribunal, both on procedure and on substance, shall be taken by majority vote of its members.

8. The tribunal may take all appropriate measures to establish the facts.

9. The parties to the dispute shall facilitate the work of the arbitral tribunal and, in particular, using all means at their disposal, shall:

a) Provide it with all relevant documents, facilities and information;

b) Enable it, where necessary, to call witnesses or experts and receive their evidence.

10. The parties and the arbitrators shall protect the confidentiality of any information that they receive in confidence during the proceedings of the arbitral tribunal.

11. The arbitral tribunal may, at the request of one of the parties, recommend interim measures of protection.

12. If one of the parties to the dispute does not appear before the arbitral tribunal or fails to defend its case, the other party may request the

2. Le tribunal arbitral se compose de trois membres. Le ou les demandeurs et l'autre ou les autres parties au différend nomment un arbitre et les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le troisième arbitre, lequel préside le tribunal arbitral. Ce dernier n'est pas un ressortissant de l'une des parties au différend, n'a pas son lieu de résidence habituel sur le territoire de l'une de ces parties, n'est employé par aucune d'entre elles et n'a pas traité cette affaire dans l'exercice de quelque autre fonction que ce soit.

3. Si le président du tribunal arbitral n'a pas été désigné dans les deux mois qui suivent la nomination du deuxième arbitre, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, agissant à la demande de l'une ou l'autre partie au différend, désigne le président dans un délai de deux mois.

4. Si l'une des parties au différend n'a pas nommé un arbitre dans le délai de deux mois après la notification qui est mentionnée au paragraphe 1, l'autre partie peut en informer le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, et celui-ci désigne le président du tribunal arbitral dans un nouveau délai de deux mois. Au moment de cette désignation, le président du tribunal arbitral demande à la partie qui n'a pas nommé d'arbitre de le faire dans les deux mois. Si celle-ci ne s'est pas exécutée dans ce délai, le président en informe le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe qui procède à cette nomination dans un nouveau délai de deux mois.

5. Le tribunal arbitral prend sa décision conformément au droit international et aux dispositions du présent Protocole.

6. Tout tribunal arbitral constitué en vertu des dispositions décrites dans la présente annexe établit son propre règlement intérieur.

7. Les décisions du tribunal arbitral, en matière de procédure et sur les questions de fond, sont prises à la majorité de ses membres.

8. Le tribunal peut prendre toutes les mesures nécessaires à l'établissement des faits.

9. Les parties au différend facilitent la tâche du tribunal arbitral et notamment, en utilisant tous les moyens à leur disposition:

a) Lui fournissent tous les documents, installations et informations pertinents;

b) Lui permettent, s'il y a lieu, de convoquer des témoins ou des experts et de recueillir leurs témoignages.

10. Les parties et les arbitres protègent le caractère confidentiel de toutes les informations qu'ils reçoivent sous le sceau du secret durant les travaux du tribunal arbitral.

11. Le tribunal arbitral peut, à la demande de l'une des parties, recommander des mesures intérimaires de protection.

12. Si l'une des parties au différend ne comparait pas devant le tribunal arbitral ou ne fait pas valoir ses moyens, l'autre partie peut deman-

tribunal to continue the proceedings and to render its final decision. Absence of a party or failure of a party to defend its case shall not constitute a bar to the proceedings. Before rendering its final decision, the arbitral tribunal must satisfy itself that the claim is well founded in fact and law.

13. The arbitral tribunal may hear and determine counterclaims arising directly out of the subject matter of the dispute.

14. Unless the arbitral tribunal determines otherwise because of the particular circumstances of the case, the expenses of the tribunal, including the remuneration of its members, shall be borne by the parties to the dispute in equal shares. The tribunal shall keep a record of all its expenses, and shall furnish a final statement thereof to the parties.

15. Any Party to this Protocol which has an interest of a legal nature in the subject matter of the dispute, and which may be affected by a decision in the case, may intervene in the proceedings with the consent of the tribunal.

16. The arbitral tribunal shall render its award within five months of the date on which it is established, unless it finds it necessary to extend the time limit for a period which should not exceed five months.

17. The award of the arbitral tribunal shall be accompanied by a statement of reasons. It shall be final and binding upon all parties to the dispute. The award will be transmitted by the arbitral tribunal to the parties to the dispute and to the secretariat. The secretariat will forward the information received to all Parties to this Protocol.

18. Any dispute which may arise between the parties concerning the interpretation or execution of the award may be submitted by either party to the arbitral tribunal which made the award or, if the latter cannot be seized thereof, to another tribunal constituted for this purpose in the same manner as the first.

der au tribunal de poursuivre ses travaux et de rendre sa décision finale. Le fait qu'une partie ne compare pas ou qu'elle ne fasse pas valoir ses moyens ne constitue pas une fin de non-recevoir. Avant de rendre sa décision finale, le tribunal arbitral doit établir que la requête est fondée en fait et en droit.

13. Le tribunal arbitral peut entendre et établir les demandes reconventionnelles directement liées à l'objet du différend.

14. Sauf si le tribunal arbitral en décide autrement en raison des circonstances particulières de l'affaire, les frais du tribunal, y compris la rémunération de ses membres, sont pris en charge à parties égales par les parties au différend. Le tribunal garde la trace de toutes les dépenses qu'il a engagées et en fournit un état final aux parties.

15. Toute Partie au présent Protocole qui a un intérêt de nature juridique dans la question qui fait l'objet du différend, et qui risque d'être affectée par une décision dans cette affaire, peut intervenir dans la procédure avec l'assentiment du tribunal.

16. Le tribunal arbitral rend sa sentence dans les cinq mois qui suivent la date à laquelle elle est établie, sauf s'il estime nécessaire de prolonger ce délai pendant une période qui ne peut excéder cinq mois.

17. La sentence du tribunal arbitral est accompagnée d'un exposé des motifs. Elle est définitive et présente un caractère contraignant pour toutes les parties au différend. La sentence est transmise par le tribunal arbitral aux parties au différend et au secrétariat. Le secrétariat transmet les informations reçues à toutes les Parties au présent Protocole.

18. Tout différend qui peut survenir entre les parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la sentence peut être soumis par l'une ou l'autre des parties au tribunal arbitral qui l'a prononcée ou, si ce dernier ne peut en être saisi, à un autre tribunal constitué à cet effet de la même façon que le premier.

D. PARLEMENT

Het Protocol behoeft ingevolge artikel 91 van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal, alvorens het Koninkrijk aan het Protocol kan worden gebonden.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Protocol en de Bijlagen zullen ingevolge artikel 27, eerste lid, juncto artikel 19 in werking treden op de negentigste dag volgend op de datum van nederlegging van de zestiende akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties. Ingevolge artikel 27, tweede lid, zal een akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring die door een regionale organisatie voor economische integratie wordt nedergelegd niet gelden als aanvullend ten aanzien van de door de lidstaten van die organisatie nedergelegde akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring.

J. GEGEVENS

Titel	: Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak in besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden; Aarhus, 25 juni 1998
Tekst	: <i>Trb.</i> 1998, 289 (Engels en Frans) <i>Trb.</i> 2001, 73 (vertaling)
Titel	: Verdrag nopens de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling; Parijs, 14 december 1960
Tekst	: <i>Trb.</i> 1961, 42 (Frans en Engels) <i>Trb.</i> 1961, 60 (vertaling)
Laatste <i>Trb.</i>	: <i>Trb.</i> 1994, 193
Titel	: Verdrag van Stockholm inzake persistente organische verontreinigende stoffen; Stockholm, 22 mei 2001
Tekst	: <i>Trb.</i> 2001, 132 (Engels en Frans) <i>Trb.</i> 2001, 171 (vertaling)
Titel	: Verdrag van Bazel inzake de beheersing van de grensoverschrijdende overbrenging van gevaarlijke afvalstoffen en de verwijdering ervan, zoals gewijzigd op 27 februari 1998; Bazel, 22 maart 1989
Tekst	: <i>Trb.</i> 1990, 12 (Engels, Frans en vertaling)

- Laatste *Trb.* : *Trb.* 1999, 105
- Titel : Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap;
Rome, 25 maart 1957
- Tekst : *Trb.* 1957, 74 (Frans)
Trb. 1957, 91 (Nederlands)
- Laatste *Trb.* : *Trb.* 1998, 13 (geconsolideerde versie)

Voor wijzigingen van bovengenoemd Verdrag van 25 maart 1957, zie rubriek J van *Trb.* 2003, 74.

- Titel : Handvest van de Verenigde Naties;
San Francisco, 26 juni 1945
- Tekst : *Trb.* 1979, 37 (Engels en Frans, zoals gewijzigd)
Trb. 1987, 113 (herziene vertaling)
- Laatste *Trb.* : *Trb.* 2001, 179
- Titel : Statuut van de Internationale Organisatie voor
Atoomenergie;
New York, 26 oktober 1956
- Tekst : *Trb.* 1957, 50 (Engels, Frans en vertaling)
- Laatste *Trb.* : *Trb.* 2001, 135
- Titel : Statuut van het Internationaal Gerechtshof;
San Francisco, 26 juni 1945
- Tekst : *Trb.* 1971, 55 (Engels en Frans)
Trb. 1987, 114 (herziene vertaling)
- Laatste *Trb.* : *Trb.* 1997, 106

Uitgegeven de tweeëntwintigste september 2003.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

J. G. DE HOOP SCHEFFER